

## MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU TRAVAIL ET DU RAVITAILLEMENT.

## ADMINISTRATION DES MINES.

## Lois coordonnées sur les mines, minières et carrières.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 45 de la loi du 5 juin 1911 complétant et modifiant les lois du 21 avril 1810 et du 2 mai 1837 sur les mines, minières et carrières ainsi conçu :

Le gouvernement fera coordonner les dispositions de la présente loi avec celles qui restent en vigueur de la loi du 21 avril 1810 sur les mines, minières et carrières et des lois du 2 mai 1837 et du 8 juillet 1865.

Vu la loi du 24 mai 1898 concernant la police et la surveillance des carrières et les articles 22 et 23 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1913 établissant, en remplacement du droit de patente proportionnel et de la redevance proportionnelle sur les mines, une taxe sur les revenus ou bénéfices réalisés dans les sociétés par actions et modifiant la législation en matière de droit de patente pour certaines professions financières et industrielles ;

Vu l'avis du 18 juillet 1919 du Conseil des mines ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1<sup>er</sup>. Les dispositions de la loi du 5 juin 1911 susvisées sont coordonnées ci-après avec celles des lois du 21 avril 1810, du 2 mai 1837 et du 8 juillet 1865 qui sont restées en vigueur et avec celles prémentionnées des lois du 24 mai 1898 et du 1<sup>er</sup> septembre 1913.

Art. 2. Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 septembre 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Industrie, du Travail  
et du Ravitaillement,

J. WAUTERS.

TITRE I<sup>er</sup>. — DES MINES, MINIÈRES ET CARRIÈRES.

Article 1<sup>er</sup>. Les masses de substances minérales ou fossiles renfermées dans le sein de la terre ou existant à la surface, sont classées, relativement aux règles de l'exploitation de chacune d'elles, sous les trois qualifications de mines, minières et carrières. (Art. 1<sup>er</sup>, loi 1810).

Art. 2. Seront considérées comme mines, celles connues pour contenir en filons, en couches ou en amas, de l'or, de l'argent, du platine, du mercure, du plomb, du fer en filons ou couches, du cuivre, de l'étain, du zinc, de la calamine, du bismuth, du cobalt, de l'arsenic, du manganèse, de l'antimoine, du molybdène, de la plombagine ou autres matières métalliques, du soufre, du charbon de terre ou de pierre, du bois fossile, des bitumes, de l'alun et des sulfates à base métallique (art. 2, loi 1810).

Art. 3. Les minières comprennent les minerais de fer dits d'alluvion, les terres pyriteuses propres à être converties en sulfate de fer, les terres alumineuses et les tourbes. (Art. 3, loi 1810).

Art. 4. Les carrières renferment les ardoises, les grès, pierres à bâtir et autres, les marbres, granits, pierres à chaux, pierres à plâtre, les pozzolanes, le trass, les basaltes, les laves, les marnes, craies, sables, pierres à fusil, argiles, kaolin, terres à foulon, terres à poteries, les sous-sols terreuses et les cailloux de toute nature, les terres pyriteuses regardées comme engrais, le tout exploité à ciel ouvert ou avec des galeries souterraines. (Art. 4, loi 1810).

## MINISTERIE VAN NIJVERHEID, ARBEID EN BEVOORRADING.

## ADMINISTRATIE VAN HET MIJNWEZEN.

## Samengeordende wetten op de mijnen, groeven en graverijen.

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op artikel 45 der wet van 5 Juni 1911, tot aanvulling en wijziging der wetten van 21 April 1810 en van 2 Mei 1837 op de mijnen, groeven en graverijen, luidende als volgt :

De regeering zal de bepalingen dezer wet alsmede de van kracht blijvende bepalingen der wet van 21 April 1810 op de mijnen, graverijen en groeven en der wetten van 2 Mei 1837 en van 8 Juli 1865 tot een geheel samenvoegen.

Gelet op de wet van 24 Mei 1898 betreffende de politie en het toezicht over de groeven en op de artikelen 22 en 23 der wet van 1 September 1913, waarbij, ter vervanging van het evenredig patentrecht en van de evenredige mijnbelasting, een belasting wordt geheven op de inkomsten of winsten behaald in de vennootschappen op aandelen en waarbij de wetgeving inzake patentrecht voor sommige financie- en nijverheidsbedrijven wordt gewijzigd.

Gelet op het advies van den Mijnraad, uitgebracht den 18<sup>o</sup> Juli 1919 ;

Op de voordracht van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. De bepalingen van bovenvermelde wet van 5 Juni 1911 worden hieronder samengeordend met de van kracht gebleven bepalingen der wetten van 21 April 1810, van 2 Mei 1837 en van 8 Juli 1865, alsmede met bovenvermelde bepalingen der wetten van 24 Mei 1898 en van 1 September 1913.

Art. 2. Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 15<sup>o</sup> September 1919.

ALBERT.

Van 's Konings wege :

De Minister van Nijverheid, Arbeid  
en Bevoorrading,

J. WAUTERS.

## TITEL I. — MIJNEN, GROEVEN EN GRAVERIJEN.

Artikel 1. De delfstofafzettingen, 'tzij ondergronds, 'tzij bovengronds gelegen, worden naar de desbetreffende regeling, ontgonnen of door mijnen, of door groeven, of door graverijen (Art. 1, wet 1810).

Art. 2. Door mijnen ontgonnen afzettingen bevatten, — gedegen of vererist — 'tzij aders-, 'tzij laagsgewijs opgehoopt ijzer, 'tzij aders-, 'tzij laagsgewijs, 'tzij stoksgewijs opgehoopt goud, zilver, platina, kwik, lood, koper, tin, zink, bismuth, kobalt, arsenik, maangaan, antimoon, molijbdeen of elke andere metaalhoudende zelfstandigheid, grafiet, zwavel, steenkool, bruinkool, asfalt, aluin en metaalsulfaten. (Art. 2, wet 1810).

Art. 3. Door graverijen ontgonnen afzettingen bevatten oer, in ijzersulfaat omzetbaar kies, alumiaarde en turf. (Art. 3, wet 1810.)

Art. 4. Door groeven ontgonnen afzettingen bevatten leisteen, zandsteen, bouw- en andere steen, marmarsteen, graniet, kalksteen, gips, vulkanische gesteenten, tras, basalt, lava, mergel, krijt, zand, vuursteen, leem, kaolin, volaarde, potaarde, allerhande aardachtige stoffen en kiezelsteen, kies beschouwd als meststof, die delfstoffen ontgonnen wordende aan de open lucht of door ondergrondse galerijen. (Art. 4, wet 1810).

## TITRE II. — DE LA PROPRIÉTÉ DES MINES.

Art. 5. Les mines ne peuvent être exploitées qu'en vertu d'un acte de concession. (Art. 5, loi 1810.)

Art. 6. Cet acte règle les droits des propriétaires de la surface sur le produit des mines concédées. (Art. 6, loi 1810.)

Art. 7. Il donne la propriété perpétuelle de la mine. (Art. 7, alinéa 1<sup>er</sup>, loi de 1810, 26 et 28, loi du 5 juin 1911.)

Art. 8. Les mines ne pourront être vendues ou cédées, en totalité ou en partie, sous quelque forme que ce soit, partagées, louées ou amodiées, même partiellement, sans une autorisation du gouvernement demandée et obtenue dans les mêmes formes que l'acte de concession, à l'exclusion toutefois des formalités d'insertions dans les journaux et d'affichage, prescrites par les articles 25 et 26 de la présente coordination.

Cette autorisation devra être préalable, sauf en cas d'adjudication publique, volontaire ou forcée, de la mine.

Les acquéreurs, dans ce cas, ainsi que les légataires d'une mine, sont tenus de se pourvoir, dans les six mois de la date de l'adjudication ou du décès du testateur, d'une approbation du gouvernement, demandée et obtenue dans les formes ci-dessus prescrites.

Sera nul tout acte non autorisé conformément aux dispositions qui précèdent.

Le commandement préalable à la saisie immobilière et le procès-verbal d'adjudication définitive devront être dénoncés, dans la huitaine, au Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement. (Art. 26, loi 1911.)

Art. 9. L'acte de concession, fait après l'accomplissement des formalités prescrites, purge, en faveur du concessionnaire, tous les droits des propriétaires de la surface et des inventeurs ou de leurs ayants-droit, chacun dans leur ordre, après qu'ils ont été entendus ou appelés légalement, ainsi qu'il sera ci-après réglé. (Art. 17, loi 1810.)

Art. 10. La valeur des droits résultant en faveur du propriétaire de la surface, en vertu de l'article 6 demeurera réunie à la valeur de la dite surface et sera affectée avec elle aux hypothèques prises par les créanciers du propriétaire. (Art. 18, loi 1810.)

Art. 11. Du moment où une mine sera concédée, même au propriétaire de la surface, cette propriété sera distinguée de celle de la surface et désormais considérée comme propriété nouvelle, sur laquelle de nouvelles hypothèques pourront être assises, sans préjudice de celles qui auraient été ou seraient prises sur la surface et la redevance, comme il est dit à l'article précédent.

Si la concession est faite au propriétaire de la surface, la dite redevance sera évaluée pour l'exécution du dit article. (Art. 19, loi 1810.)

Art. 12. Les mines sont immeubles.

Sont aussi immeubles, les bâtiments, machines, puits, galeries et autres travaux établis à demeure, conformément à l'article 524 du Code civil.

Sont aussi immeubles par destination, les chevaux, agrès, outils et ustensiles servant à l'exploitation.

Ne sont considérés comme chevaux attachés à l'exploitation, que ceux qui sont exclusivement attachés aux travaux intérieurs des mines.

Néanmoins les actions ou intérêts dans une société ou entreprise pour l'exploitation des mines, seront réputés meubles, conformément à l'article 529 du Code civil. (Art. 8, loi 1810.)

Art. 13. Sont meubles, les matières extraites, les approvisionnements et autres objets mobiliers. (Art. 9, loi 1810.)

Art. 14. Une mine concédée pourra être affectée, par privilège, en faveur de ceux qui, par acte public et sans fraude, justifieraient avoir fourni des fonds pour la recherche de la mine, ainsi que pour les travaux de construction ou confection de machines nécessaires à son exploitation, à la charge de se conformer aux articles 2103 et autres du Code civil, relatifs aux privilèges. (Art. 20, loi 1810.)

Art. 15. Les autres droits de privilège et d'hypothèque pourront être acquis sur la propriété de la mine, aux termes et en conformité du Code civil, comme sur les autres propriétés immobilières. (Art. 21, loi 1810.)

## TITEL II. — MIJNVELDEIGENDOM.

Art. 5. Mijnen mogen slechts worden ontgonnen krachtens een akte van mijnbouwvergunning. (Art. 5, wet 1810.)

Art. 6. Die akte regelt het recht der eigenaars van den bovengrond op de opbrengst van het daaronder gelegen mijnveld. (Art. 6, wet 1810.)

Art. 7. Dat mijnveld verleent te in eeuwigdurende eigendom. (Art. 7, lid 1, wet 1810, 26 en 28, wet van 5 Juni 1911.)

Art. 8. De mijnen mogen op generlei wijze, geheel of gedeeltelijk worden verkocht of overgedragen, verdeeld, verhuurd of verpacht tegen vruchtgenot, al was het bij gedeelten, zonder machtiging van de Regeering, gevraagd en verkregen op dezelfde wijze als de akte van vergunning, doch met uitsluiting van de vereischten omtrent opneming in nieuwsbladen en aanplakking, bij de artikelen 25 en 26 dezer samengeoordende wetten bepaald.

Deze machtiging moet voorafgaan, behalve in geval van openbare, vrijwillige of gedwongene toewijzing van de mijn.

De koopers, in dit geval, alsook degenen aan wie eene mijn wordt vermaakt, zijn gehouden, zich binnen zes maanden na den datum der toewijzing of na het overleden van den erfzater, te voorzien van eene goedkeuring der Regeering, aangevraagd en verkregen volgens de hierboven bepaalde voorschriften.

Nietig is elke akte die niet is toegelaten overeenkomstig de voorgaande bepalingen.

Het bevel, dat aan de inbeslagneming van onroerend goed voorafgaat, alsook het proces-verbaal van eindelijkke toewijzing moeten, binnen acht dagen, den heer Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading worden aangezegd. (Art. 26, wet 1911.)

Art. 9. De akte van mijnbouwvergunning opgemaakt na de vervulling der voorgeschreven rechtsvormen, heft achtereenvolgens ten voordeele van den vergunninghouder al de rechten op van de bovengrondeigenaars en van de ontdekkers of van hun rechtverkrijgenden, wettelijk gehoord of opgeroepen zooals beneden zal worden bepaald. (Art. 10, Wet 1810.)

Art. 10. De waarde van het recht, krachtens artikel 6 ten voordeele van den bovengrondeigenaar geschapen, blijft vereenigd met de waarde van voormelden bovengrond en zal met haar verbonden zijn voor hypotheekschuld, waarmee de schuldeischers van den eigenaar dien grond reeds mocht en hebben bezwaard. (Art. 18, wet 1810.)

Art. 11. Van het oogenblik af, waarop ter ontginning van een mijnveld vergunning wordt verleend, zelfs aan den bovengrondeigenaar, wordt dat mijnveld een van den bovengrondeigendom onderscheiden nieuw mijaveldeigendom, dat met nieuwe hypotheekschulden kan worden bezwaard, onverminderd die, welke den bovengrond met zijn in het vorige artikel bepaalde tweeledige waarde, reeds mochten bezwaren of in 't vervolg mochten komen te bezwaren.

Wordt de vergunning tot ontginning van een mijnveld verleend aan den bovengrondeigenaar zoo moet dezes recht op de opbrengst van dit mijnveld geraamd worden ter uitvoering van voormeld artikel. (Art. 19, wet 1810.)

Art. 12. De mijnvelden behooren tot de onroerende goederen.

Ook zijn onroerend de gebouwen, werktuigen, schachten, galerijen en andere tot blijvend gebruik ingerichte werken, overeenkomstig artikel 524 van het Burgerlijk Wetboek.

Zijn door bestemming eveneens onvoerend, paarden, touwen, werktuigen, gereedschappen ter ontginning dienende.

Worden enkel beschouwd als paarden ter ontginning dienende, die welke uitsluitend dienen voor de ondergrondse mijnwerken.

Evenwel worden de actiën of aandelen in een vennootschap of onderneming voor mijnontginning geacht roerende zaken te zijn overeenkomstig artikel 529 van het Burgerlijk Wetboek. (Art. 8, wet 1810.)

Art. 13. Roerend zijn de uitgedolven delfstoffen, berijfsvoorraad en andere roerende goederen. (Art. 9, wet 1810.)

Art. 14. Een mijnveld, waarvoor vergunning tot ontginning werd verleend, kan met een bevoorrechte schuldbezwaard worden ten voordeele van hen, die, bij openbare akte en zonder bedrog er van mochten laten blijken, geld te hebben bezorgd voor het doen van opsporingen, alsmede voor het bouwen of samensstellen der tot de inbedrijfneming er van benodigde werktuigen, mits de artikelen 2103 en andere van het Burgerlijk Wetboek, betreffende de bevoorrechte schulden na te leven. (Art. 20, wet 1810.)

Art. 15. De overige voorrechten en hypotheecaire rechten kunnen op den mineigendom, overeenkomstig de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek, gevestigd worden gelijk op de andere onroerende goederen. (Art. 21, wet 1810.)

TITRE III. — DES ACTES QUI PRÉCÈDENT LA DEMANDE EN CONCESSION  
DES MINES.

SECTION I<sup>re</sup>. — De la recherche et de la découverte des mines.

Art. 16. Nul ne peut faire des recherches pour découvrir des mines, enfoncer des sondes ou tarières sur un terrain qui ne lui appartient pas, que du consentement du propriétaire de la surface ou avec l'autorisation du gouvernement, donnée après avoir consulté l'Administration des mines, à la charge d'une préalable indemnité envers le propriétaire et après qu'il aura été entendu. (Art. 10, loi 1810.)

Art. 17. Nulle permission de recherches ni concession de mines ne pourra, sans le consentement formel du propriétaire de la surface, donner le droit de faire des sondes et d'ouvrir des puits ou galeries, ni celui d'établir des machines ou magasins dans ses enclos murés, cours ou jardins, ni dans ses terrains attenants à ses habitations ou clôtures murées, dans la distance de cent mètres des dites clôtures ou habitations. (Art. 1<sup>er</sup>, loi du 8 juillet 1865.)

Art. 18. Le propriétaire pourra faire des recherches, sans formalité préalable, dans les lieux réservés par le précédent article, comme dans les autres parties de sa propriété; mais il sera obligé d'obtenir une concession avant d'y établir une exploitation. Dans aucun cas, les recherches ne pourront être autorisées dans un terrain déjà concédé. (Art. 12, loi 1810.)

SECTION II. — De la préférence à accorder pour les concessions.

Art. 19. Tout Belge ou tout étranger, naturalisé ou non en Belgique, agissant isolément ou en société, a le droit de demander, et peut obtenir, s'il y a lieu, une concession de mines. (Art. 13, loi 1810.)

Art. 20. L'individu ou la société doit justifier des facultés nécessaires pour entreprendre et conduire les travaux, et des moyens de satisfaire aux redevances et indemnités qui lui seront imposées par l'acte de concession. (Art. 16, loi 1810.)

Art. 21. Le gouvernement juge des motifs ou considérations d'après lesquels la préférence doit être accordée aux divers demandeurs en concessions, qu'ils soient propriétaires de la surface, inventeurs ou autres. (Art. 16, loi 1810.)

Art. 22. Le propriétaire de la surface, dont l'étendue est reconnue suffisante à l'exploitation régulière et profitable de la mine, obtendra la préférence pour les concessions nouvelles, s'il justifie des facultés nécessaires pour entreprendre et conduire les travaux de la manière prescrite par la loi.

Il en sera de même si cette surface appartient à plusieurs propriétaires réunis en société et qui offriront les mêmes garanties.

Néanmoins, le gouvernement pourra, de l'avis du Conseil des mines, s'écarter de cette règle dans les cas où les propriétaires de la surface se trouveraient en concurrence soit avec l'inventeur, soit avec un demandeur en extension.

En cas que l'inventeur n'obtienne pas la concession d'une mine, il aura droit à une indemnité de la part du concessionnaire; elle sera réglée par l'acte de concession.

Celui qui se trouve, aux droits du propriétaire de la surface, quant à la mine ou qui avait acquis des droits à la mine, par conventions, prescriptions ou usages locaux antérieurs à la publication de la loi du 21 avril 1810, jouira de la préférence réservée par le présent article au propriétaire de la superficie. (Art. 11, loi du 2 mai 1837.)

TITRE IV. — DES CONCESSIONS.

SECTION I<sup>re</sup>. — De l'obtention des concessions.

§ 1<sup>er</sup>. — Des concessions en général.

Art. 25. La demande en concession sera faite par voie de simple pétition adressée à la députation permanente de la province où la mine est située. Si le demandeur est étranger, il sera tenu de faire élection de domicile dans le Royaume.

Un plan régulier de la surface, indiquant les limites du périmètre demandé, à l'échelle de 1/10,000<sup>e</sup>, sera annexé à la demande en quadruple expédition.

TITEL III. — HANDELINGEN DIE AAN EEN AANVRAAG OM VERGUNNING  
TOT ONTGINNING VAN EEN MIJNVELD VOORAFGAAN.

AFDEELING I<sup>e</sup>. — Opsporing en ontdekking der mijnvelden.

Art. 16. Niemand mag tot ontdekking van mijnvelden, opsporingen of boringen doen in een hem niet toebehoorende grond, tenzij mits toestemming van den bovengrondeigenaar of mits machtiging der regeering, verleend na raadpleging der administratie van he' mijnwezen, onder de verplichting een voorafgaande vergoeding aan den eigenaar uit te keeren en na dezen te hebben gehoord. (Art. 10, wet 1810.)

Art. 17. Zonder de uitdrukkelijke toestemming van den bovengrondeigenaar, kan geen enkele vergunning tot opsporingen noch tot mijnveldontginning het recht verlenen om boringen te doen en schachten of galerijen aan te leggen, noch dat om werktuigen of magazijnen aan te brengen in zijn door muren afgesloten erven, in zijn hofplaatsen of tuinen, noch in zijn aan zijn woning of aan zijn door muren afgesloten erven, grenzenae terreinen, binnen een afstand van 100 meter van voormelde afgesloten erven of woningen. (Art. 1, wet van 8 Juli 1865.)

Art. 18. De eigenaar mag zonder voorafgaande formaliteit opsporingen doen op de bij het vorig artikel voorbehouden plaatsen evenals op de overige gedeelten van zijn eigendom; maar hij moet een vergunning tot ontginning verkrijgen hebben vooral er er een ontginningszetel aan te brengen. In geen geval mogen opsporingen toegelaten worden op een reeds in gebruik afgestaan terrein. (Art. 12, wet 1810.)

AFDEELING II. — Voorkeur bij het verlenen eener vergunning tot ontginning.

Art. 19. Ieder Belg of ieder al dan niet in België ingeburgerd buitenlander, afzonderlijk of namens een vennootschap handelende heeft het recht om een vergunning tot mijnveldontginning aan te vragen en kan die in voorkomend geval verkrijgen. (Art. 13, wet 1810.)

Art. 20. De enkeling of de vennootschap moet er van laten blijken dat hij of zij over de noodige bedrijfsmiddelen beschikt om de werken op te nemen en te leiden alsmede over de noodige geldmiddelen om de belastingen en vergoedingen te kunnen uitbetalen, die hun zullen opgelegd worden door de akte van mijnbouwvergunning. (Art. 14, wet 1810.)

Art. 21. De regeering oordeelt over de redenen en beschouwingen naar welke de voorkeur moet verleend worden aan de verschillende aanvragers om mijnbouwvergunning, 't zij het bovengrondeigenaars, ontdekkers of andere aanvragers geldt. (Art. 16, wet 1810.)

Art. 22. De eigenaar van een bovengrond voldoende uitgestrekt geacht om een regelmatige en winstgevende mijnveldontginning mogelijk te maken, zal de voorkeur hebben voor de nieuwe mijnbouwvergunningen, zoo hij er van laat blijken over de noodige bedrijfsmiddelen te beschikken om naar de wettelijke voorschriften de werken op te nemen en te leiden.

Hetzelfde geldt wanneer voormelde bovengrond aan verschillende tot een vennootschap vereenigde eigenaars toebehoort, die dezelfde waarborgen bieden.

Niettemin kan de Regeering, den mijnraad gehoord, van dezen regel afwijken wanneer de aanvraag der bovengrondeigenaars in concurrentie mocht komen te staan 't zij met die van den ontdekker, 't zij met een aanvraag tot mijnvelduitbreiding.

Zoo de ontdekker de mijnbouwvergunning niet verkrijgt, zal hij recht hebben op een vergoeding van wege den vergunningverrijger; die vergoeding moet in de akte van mijnbouwvergunning geregeld worden.

Hij die, met betrekking tot het mijnveld, in de rechten treedt van den bovengrondeigenaar of die krachtens overeenkomst, verjaring of eenig plaatselijk gebruik, ouder dan de bekendmaking der wet van 21 April 1810, reeds rechten op het mijnveld verworven had, zal de voorkeur genieten, bij dit artikel den bovengrondeigenaar voorbehouden. (Art. 11, wet van 2 Mei 1837.)

TITEL IV. — MIJNBOWVERGUNNINGEN.

AFDEELING I. — Het bekomen van vergunning tot ontginning.

§ I. — Vergunningen in 't algemeen.

Art. 25. Aanvraag om vergunning wordt gedaan bij eenvoudig verzoekschrift gericht tot de bestendige afvaardiging van de provincie, waarin het mijnveld is gelegen. Indien de aanvrager vreemdeling is moet hij een woonplaats kiezen binnen het rijk.

Een regelmatig plan van den bovengrond met aanduiding van de omgrenzing der aangevraagde uitgestrektheid op een schaal van 1/10,000<sup>e</sup> wordt in viervoud bij de aanvraag gevoegd.

plan contiendra l'indication des concessions minières voisines. Dans le cas où la concession sollicitée s'étendrait sur plusieurs provinces, la demande sera adressée à la députation permanente de la province dans laquelle la mine aura la plus grande étendue. Une copie de la demande et le plan annexé sera déposée au greffe du gouvernement provincial de la province et de toutes les autres provinces.

Les plans devront être vérifiés par l'ingénieur des mines, et les députations permanentes certifieront chacune les expéditions qui leur seront envoyées. (Art. 1<sup>er</sup>, loi 1911.)

Art. 24. La demande sera transcrite à sa date sur un registre particulier par les soins des greffiers provinciaux, et des extraits certifiés de ces registres seront délivrés aux requérants.

Les registres pourront être consultés par tous ceux qui le demanderont. (Art. 2, loi 1911.)

Art. 25. Dans les trente jours de la transcription, la députation permanente qui aura reçu la demande ordonne, s'il y a lieu, sur le rapport de l'ingénieur des mines, la publication par voie d'affiche et l'insertion dans les journaux, de la demande en concession. Sa décision est immédiatement notifiée aux demandeurs.

Un recours contre les décisions de la députation permanente sera ouvert aux intéressés ainsi qu'au gouverneur, pendant trente jours à compter de la date de la notification. Il sera statué sur ce recours par le ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, qui prendra au préalable l'avis du Conseil des mines. (Art. 3, loi 1911.)

Art. 26. L'affichage et l'insertion dans les journaux seront faits par les soins des administrations communales et aux frais des demandeurs. Les affiches seront apposées et maintenues pendant soixante jours, aux chefs-lieux des provinces, à ceux des arrondissements administratifs où la mine est située, au lieu du domicile réel ou élu du demandeur et dans toutes les communes sur le territoire desquelles la concession peut s'étendre.

Elles seront insérées au *Monteur* et au moins dans un journal, s'il en existe, de chacune des localités désignées ci-dessus, deux fois à quinze jours d'intervalle pendant la durée de l'affichage. (Art. 4, loi 1911.)

Art. 27. Les formalités des quatre premiers alinéas de l'article 25 de la présente coordination, sont prescrites à peine de nullité de la demande; celles du dernier alinéa de l'article 25 et des articles 24, 25 et 26 à peine de nullité de l'instruction.

L'accomplissement des formalités de l'affichage et de l'insertion dans les journaux sera, dans les huit jours, certifié à la députation permanente par les collèges des bourgmestres et échevins, avec production des journaux, s'il y a lieu. (Art. 5, loi 1911.)

Art. 28. Les demandes en concurrence et les oppositions qui seront admises devant la députation permanente sur l'arrêté de laquelle les insertions et affichages auront eu lieu, jusqu'à l'expiration d'un délai de soixante jours à partir de la date de l'affichage.

Elles seront notifiées par acte extrajudiciaire au gouverneur de la province et transcrites par les soins du greffier provincial sur le registre mentionné à l'article 24.

Elles seront, à la requête de leurs auteurs, notifiées par exploit aux parties intéressées.

Les demandes en concurrence ne devront être insérées dans les journaux et affichées, comme il est dit ci-dessus, que si elles comprennent des terrains situés en dehors du périmètre de la demande primitive, sans toutefois que cette formalité soit un motif pour suspendre l'instruction de cette demande. (Art. 6, loi 1911.)

Art. 29. Les articles 23 à 28 inclusivement ne sont point applicables aux demandes en concession, extension ou maintenance de concession, introduites avant la promulgation de la loi du 5 juin 1911.

Celles de ces demandes qui étaient déjà parvenues au Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, seront tenues pour valables sans qu'il y ait lieu de recommencer aucune formalité. Les autres restent soumises, pour la continuation de l'instruction, aux formalités prescrites par les articles 22 à 27 de la loi du 21 avril 1810, et, moyennant l'accomplissement de ces formalités, elles seront aussi tenues pour valables lorsqu'elles parviendront au Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement. (Art. 41, loi 1911.)

Op dat plan dienen de aangrenzende concessievelden aangewezen.

Mocht het mijnveld, met het oog waarop vergunning is aangevraagd, zich uitstrekken over verschillende provinciën, dan zal de aanvraag worden gericht tot de bestendige afvaardiging van de provincie, waarin het zijn grootste uitgestrektheid heeft. Van de aanvraag en van het daaraan toegevoegd plan wordt een afschrift overgelegd ter griffie van het bestuur van elke der ov. rige provinciën.

De plannen dienen gekeurd door den mijningenieur, en de bestendige afvaardigingen zijn, elk voor zich, gehouden de haar bestemde afschriften voor echt te verklaren. (Art. 1, wet 1911.)

Art. 24 Door de zorg van den provincialen griffier wordt de aanvraag onder hare dagteekening, overgeschreven in een bijzonder boek en voor echt verklaarde uittreksels van deze overschrijvingen worden aan de verzoekers afgegeven.

De boeken mogen worden ingezien door al degenen die dit verlangen. (Art. 2, wet 1911.)

Art. 25. Binnen dertig dagen, te rekenen van de overschrijving, beveelt zoo er grond voor is, de bestendige afvaardiging, die de aanvraag heeft ontvangen, op verslag van den mijningenieur, het bekendmaken bij aanplakking en bij opneming in de nieuwsbladen, van de aanvraag om vergunning. Van hare beschikking wordt den aanvragers onmiddellijk kennis gegeven.

De belanghebbenden, alsook de gouverneur mogen gedurende dertig dagen, te rekenen van den dag der kennisgeving, in beroep komen van de beschikking der bestendige afvaardiging. Over dat beroep wordt beslist door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, die vooraf den mijnraad hoort. (Art. 3, wet 1911.)

Art. 26. De gemeentebesturen zorgen, op kosten van de aanvragers, voor het aanplakken en voor het opnemen in de nieuwsbladen. De plak-schriften worden en blijven aangeplakt gedurende zestig dagen, in de hoofplaatsen der provinciën, in die der bestuurlijke arrondissementen waarin het mijnveld is gelegen, in de werkelijke of gekozen woonplaats van den aanvrager en in al de gemeenten, over welker grondgebied het mijnveld zich mocht uitstrekken.

Zij worden, zoolang de aanplakking duurt, in het *Saatsblad* en, zoo er bestaan, in ten minste één nieuwblad van elke der bovenbedoelde gemeenten, tweemaal opgenomen met een tusschentijd van dertig dagen. (Art. 4, wet 1911.)

Art. 27. De vereischten, vervat in de eerste vier alinea's van artikel 23 dezer samengeordende wetten, zijn voorgeschreven op straffe van nietigheid der aanvraag; die van het laatste lid van artikel 25 en van de artikelen 24, 25 en 26 op straffe van nietigheid van het onderzoek.

Het voldoen aan de vereischten omtrent het aanplakken en omtrent het opnemen in de nieuwsbladen wordt, binnen acht dagen, bij de bestendige afvaardiging bevestigd door de colleges van burgemeester en schepenen, met overlegging van de nieuwsbladen, zoo er grond voor is. (Art. 5, Wet 1911.)

Art. 28. Aanvragen van mededingers en verzetschriften worden door de bestendige afvaardiging, op welke beschikking werd overgegaan tot opnemen in de nieuwbladen en aanplakking, ontvangen tot na verloop van een termijn van zestig dagen te rekenen van den datum der aanplakking. Zij worden buitengerechtigd beteekend aan den gouverneur der provincie en, door de zorg van den provincialen griffier, overgeschreven in het bij artikel 24 bedoeld boek.

Op verzoek van hunne inzenders worden zij bij exploit aan de belanghebbende partijen beteekend.

De aanvra en van mededingers moeten alleen dan worden opgenomen in de nieuwsbladen en aangeplakt, zooals hierboven is bepaald, wanneer zij mijnvelden begrijpen, gelegen buiten het gebied der eerste aanvraag, derwijze nochtans dat dit vereischte geen reden is om het onderzoek van deze aanvraag op te schorsen. (Art. 6, wet 1911.)

Art. 29. De artikelen 23 tot en met 28 zijn niet van toepassing op de aanvragen om vergunning, om uitbreiding en handhaving van vergunning ingediend vóór de afkondiging der wet van 5 Juni 1911.

Degene dezer aanvrager, welke reeds den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading zijn toegekomen, worden voor gelding gehouden zonder eenige formaliteit te moeten herbeginnen. Voor de voortzetting van het onderzoek, blijven de overige aanvragen onderworpen aan de voorschriften van de artikelen 22 tot 27 der wet van 21 April 1810 en, met naleving van deze voorschriften, worden zij insgelijks voor gelding gehouden, wanneer zij den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading toekomen. (Art. 41, wet 1911.)

Art. 30. A l'expiration du délai de l'affichage et sur la preuve de l'accomplissement des formalités portées aux articles précédents, la députation permanente chargée de l'instruction, sur le rapport de l'ingénieur des mines, et après avoir pris des informations sur les droits et les facultés des demandeurs, donnera son avis dans les soixante jours au plus tard.

La députation permanente de chacune des autres provinces dans lesquelles la mine s'étend, devra, sur le rapport de l'ingénieur, émettre son avis dans le même délai de soixante jours.

Ces avis seront transmis, avec toutes les pièces de l'instruction, au Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement. (Art. 7, loi 1911.)

Art. 31. Il sera définitivement statué sur la demande en concession par un arrêté royal pris sur avis du Conseil des mines. (Art. 8, al. 1<sup>er</sup>, loi 1911.)

Art. 32. Aucune concession, extension ou maintenance de concession, ne peut être accordée contre l'avis du Conseil des mines. (Art. 7, al. 2, loi 1837.)

Art. 33. Après que la députation permanente aura donné son avis, et jusqu'à la date de l'arrêté de concession, toute opposition pourra encore être adressée au Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement qui en saisira le Conseil des Mines; toutefois, si le conseil a déjà émis son avis, il ne pourra plus être saisi que par arrêté royal.

Dans tous les cas, l'opposition sera notifiée par exploit, à la requête de l'opposant, aux parties intéressées.

Si l'opposition est motivée sur la propriété de la mine, acquise par concession ou autrement, les parties seront renvoyées devant les cours et tribunaux. Ce renvoi sera ordonné par arrêté royal, le Conseil des Mines entendu. (Art. 8, loi 1911.)

Art. 34. En cas d'inobservation des prescriptions contenues dans les articles précédents, la nullité de la concession pourra être prononcée par les tribunaux.

L'action en nullité se prescrit par l'expiration d'un délai de cinq ans à partir de la publication au *Moniteur* de l'acte de concession. (Art. 9, loi 1911.)

Art. 35. L'étendue de la concession sera fixée par l'acte de concession. Elle sera limitée par des plans verticaux, passant en des points qui seront déterminés à la surface du sol, suivant un système admis par le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

Ces plans seront menés de la surface vers l'intérieur de la terre, à une profondeur indéfinie.

Exceptionnellement, lorsque les circonstances l'exigeront, la concession pourra être bornée à des profondeurs déterminées et les limites pourront être formées autrement que par des plans verticaux. (Art. 10, loi 1911.)

Art. 36. Indépendamment des prescriptions relatives à l'exécution des lois et règlements sur la police des mines, les cahiers des charges des concessions pourront déterminer les obligations auxquelles les concessionnaires seront astreints, soit pour assurer l'hygiène dans les travaux, soit en vue de leur affiliation à des organismes ayant pour but de créer, d'outiller et d'exploiter dans l'intérêt commun, des ports ou rivages affectés au chargement et au transbordement des produits de la mine. (Art. 11, loi 1911.)

## § 2. — Des concessions au profit de l'Etat et de la réserve.

Art. 37. L'Etat, demandeur en concession, est dispensé d'établir l'existence d'un gîte exploitable et de prouver qu'il possède les facultés nécessaires pour entreprendre et conduire les travaux, ainsi que les moyens de satisfaire aux redevances et indemnités qui seront imposées par l'acte de concession.

Ses demandes seront accueillies de plein droit sans préjudice aux indemnités éventuellement dues aux inventeurs et aux propriétaires de la surface.

Le conseil des mines n'aura à en connaître que pour le contrôle des formalités et pour la détermination des intérêts privés qui seraient à purger par l'acte octroyant la concession à l'Etat. (Art. 12, loi 1911.)

Art. 38. Les mines gisant sous les terrains teintés en rose sur la carte annexée à la présente coordination sont réservées et ne seront concédables qu'en vertu d'une loi. (Art. 13, loi 1911.)

Art. 30. Na verloop van het tijdsbestek voor de aanplakking en op bewijs dat voldaan is aan de vereischten, bepaald bij de voorgaande artikelen, brengt de met de het onderzoek belaste bestendige afvaardiging, op verslag van den mijningenieur en na inlichtingen te hebben ingewonnen omtrent de rechten en middelen der aanvragers, haar advies uit ten laatste binnen zestig dagen.

De bestendige afvaardiging van elke der overige provinciën, over welke de mijn zich uitstrekt, brengt, op verslag van den mijningenieur, haar advies uit binnen denzelfden termijn van zestig dagen.

Deze adviezen worden met al de stukken van het onderzoek overgemaakt aan den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading. (Art. 7, wet 1911.)

Art. 31. Over de aanvraag om vergunning wordt bepaald beslist bij een koninklijk besluit, genomen na den mijnraad gehoord te hebben. (Art. 8, lid 1, wet 1911.)

Art. 32. Geen vergunning tot mijnveldontginning, uitbreiding of handhaving kan verleend worden in strijd met het advies van den mijnraad. (Art. 7, lid 2, wet 1837.)

Art. 33. Nadat de bestendige afvaardiging haar advies heeft uitgebracht en tot op den dag van het vergunningsbesluit, mag elk verzet nog worden gericht tot den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, die het zal aanhangig maken bij den mijnraad, evenwel zijn advies uitgebracht, dan kan een verzet hem nog enkel bereiken bij koninklijk besluit.

In alle gevallen wordt het verzet, op aanzoek van den tegenstander, bij exploit beteekent aan de belanghebbende partijen.

Indien het verzet steunt op den eigendom der mijn, door vergunning of anderzins verkregen, worden partijen verwezen naar de gerechtshoven en rechtbanken. Deze verwijzing wordt bevolen bij koninklijk besluit, den mijnraad gehoord. (Art. 8, wet 1911.)

Art. 34. Ingeval de voorschriften van de voorgaande artikelen niet werden nageleefd, kan de nietigheid der vergunning door de rechtbanken worden uitgesproken.

De rechtsvordering tot nietigverklaring, verjaart door verloop van een termijn van vijf jaren, te rekenen van de afkondiging van de vergunningsakte in het *Staatsblad*. (Art. 9, wet 1911.)

Art. 35. De uitgestrektheid van het mijnveld wordt vastgesteld in de akte van vergunning. Zij wordt begrensd door loodrechte plannen, loopende door punten, op den bovengrond aan te duiden, naar een stelsel aangenomen door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

Deze plannen worden getrokken van den bovengrond naar den ondergrond tot op eene onbepaalde diepte.

Bij uitzondering, wanneer de omstandigheden het mochten eischen, mag het mijnveld op bepaalde diepten uitscheiden en de begrenzing anders worden aangegeven dan door loodrechte plannen. (Art. 10, wet 1911.)

Art. 36. Behalve de bepalingen omtrent de uitvoering der wetten en verordeningen op de politie der mijnen, mogen de bestekken de verplichtingen vaststellen, die de vergunninghouders moeten in acht nemen, hetzij om de gezondheid op de werken te verzekeren, hetzij met het oog op hunne aansluiting bij inrichtingen, die ten doel hebben, in het algemeen belang havens of kaden aan te leggen, toe te rusten of te benutten, bestemd voor het in- en overladen van de mijnvoortbrengselen. (Art. 11, wet 1911.)

## § 2. — Mijnbouwvergunningen ten behoeve van den Staat en voorbehouden mijnvelden.

Art. 37. De Staat, wanneer hij aanvrager is om vergunning, is niet verplicht te bewijzen dat een ontginbaar kolenveld aanwezig is, noch dat hij de noodige middelen bezit om de werken te ondernemen en te leiden, alsook de rechten en vergoedingen te betalen, welke door de vergunningsakte worden opgelegd.

Zijne aanvragen worden van rechtswege toegestaan, behoudens de vergoedingen, in voorkomend geval verschuldigd aan de ontdekkers en aan de eigenaars van den bovengrond.

De mijnraad neemt daarvan kennis, doch alleen wat betreft het toezicht over de formaliteiten en de bepaling der bijzondere belangen die behooren te worden aangezuiverd door de akte, waarbij vergunning wordt verleend aan den Staat. (Art. 12, wet 1911.)

Artikel 38. De mijnen die zijn gelegen onder de gronden, in het licht rood getint op de bij deze samegeordende wetten gevoegde kaart, worden voorbehouden en kunnen slechts krachtens eene wet vergunbaar worden. (Art. 13, wet 1911.)

## § 3. — De la réunion de plusieurs concessions.

Art. 39. Plusieurs concessions pourront être réunies entre les mains du même concessionnaire, soit comme individu, soit comme représentant une compagnie, mais à la charge de tenir en activité l'exploitation de chaque concession. (Art. 31, loi 1810.)

## SECTION II. — Des obligations des propriétaires de mines.

§ 1<sup>er</sup>. — Des redevances.

Art. 40. L'exploitation des mines n'est pas considérée comme un commerce et n'est pas sujette à patente. (Art. 32, loi 1810.)

Art. 41. Les propriétaires de mines sont tenus de payer à l'Etat une redevance fixe. (Art. 35, loi 1810.)

Art. 42. La redevance fixe sera annuelle et réglée d'après l'étendue de la concession : elle sera de dix francs par kilomètre carré. (Art. 34, loi 1810.)

Art. 43. Il est établi, en remplacement de la redevance proportionnelle sur les mines, une taxe sur les revenus et profits réels désignés par la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1913 et constatés de la manière qu'elle détermine. (Art. 1<sup>er</sup>, loi 1<sup>er</sup> sept. 1913.)

Art. 44. Les anciennes redevances dues à l'Etat, soit en vertu des lois, ordonnances ou règlements, soit d'après les conditions énoncées en l'acte de concession, soit d'après des taux et adjudications au profit de la régie du domaine, cesseront d'avoir cours à compter du jour où les redevances nouvelles seront établies. (Art. 40, loi 1810.)

Art. 45. Ne sont point comprises dans l'abrogation des anciennes redevances, celles dues à titre de rentes, droits et prestations quelconques, pour cession de fonds ou autres causes semblables, sans déroger toutefois à l'application des lois qui ont supprimé les droits féodaux. (Art. 41, loi 1810.)

Art. 46. Le droit attribué par l'article 6 de la présente coordination aux propriétaires de la surface sera réglé à une somme déterminée par l'acte de concession. (Art. 42, loi 1810.)

L'indemnité réservée aux propriétaires de la surface, par l'article 6 et le précédent alinéa sera déterminée au moyen d'une redevance fixe et d'une redevance proportionnelle au produit de la mine. (Art. 9, loi 1837.)

Art. 47. La redevance fixe sera déterminée par l'acte de concession. Elle ne sera pas moindre de 25 centimes par hectare de superficie. (Art. 9, loi 1857.)

Art. 48. La redevance proportionnelle que les concessionnaires de mines doivent payer aux propriétaires de la surface est calculée sur le produit net de la mine. Un arrêté royal détermine les règles à suivre pour l'estimation de ce produit et les pièces à fournir par les exploitants de mines. (Art. 25, loi 1915.)

Art. 49. La redevance proportionnelle sera fixée de 1 à 5 p. c. du produit net de la mine, tel que ce produit est arbitré annuellement par le comité d'évaluation, soit sur les renseignements qui sont fournis par les exploitants et les ingénieurs des mines, soit par forme d'imposition ou d'abonnement.

Cette indemnité est également répartie entre les propriétaires de la surface, en raison de la contenance, en superficie, des terrains appartenant à chacun d'eux, telle que cette contenance est indiquée dans le plan de concession.

Le recours des propriétaires de la surface contre l'évaluation du produit net, telle qu'elle a été déterminée par le comité d'évaluation, sera exercé devant la députation permanente de la province.

Celui qui se trouve aux droits du propriétaire de la surface, quant à la mine, jouira de l'indemnité réservée à celui-ci par le présent article. (Art. 9, loi 1857.)

## § 2. — Des indemnités dues pour l'occupation de la surface ou autres mines voisines.

Art. 50. Les propriétaires de mines sont tenus de payer les indemnités dues aux propriétaires de la surface sur le terrain duquel ils établiront leurs travaux.

Si les travaux entrepris par les explorateurs ou par les propriétaires de mines ne sont que passagers, et si le sol où ils ont été faits peut être

## § 3. — Vereeniging van verschillende mijnvelden.

Art. 39. Verschillende mijnvelden, waarvoor vergunning tot ontginning werd verleend, kunnen in de handen van denzelfden vergunninghouder, enkeling of vertegenwoordiger eener vennootschap, worden vereenigd, doch mits verplichting de ontginning voort te zetten van ieder concessieveld. (Art. 31, wet 1810.)

## AFDEELING II. — Verplichtingen der mijnveldeigenaars.

## § 1. — Belastingen.

Art. 40. De ontginning van mijnvelden wordt niet beschouwd als koop handel en is ook niet aan patent onderworpen. (Art. 32, wet 1810.)

Art. 41. De mijnveldeigenaars zijn er toe gehouden een vaste Staatsbelasting te betalen. (Art. 35, wet 1810.)

Art. 42. Die vaste belasting moet jaarlijks worden betaald en geregeld naar de uitgestrektheid van het concessieveld : zij zal tien frank per vierkanten kilometer bedragen. (Art. 34, wet 1810.)

Art. 43. Ter vervanging van het evenredig mijarecht wordt een belasting gevestigd op de werkelijke inkomsten en baten aangeduid bij de wet van 1 September 1913 en vastgesteld op de door haar bepaalde wijze. (Art. 1, wet 1 September 1913.)

Art. 44. De vroeger aan den Staat verschuldigde belastingen, 't zij krachtens wetten, verordeningen of reglementen, 't zij wegens de in de akte van mijnbouwvergunning aangegeven voorwaarden, 't zij wegens aanslagen en toekenningen ten voordeele van het domeinbeheer, zullen niet meer verschuldigd zijn te rekenen van den dag waarop de nieuwe belastingen zullen gevestigd zijn. (Art. 40, wet 1810.)

Art. 45. Worden niet begrepen onder de afgeschafte vroegere belastingen, deze verschuldigd wegens renten, rechten en wegens om het even welke prestaties, wegens overdracht van fondsen of wegens andere dergelijke oorzaken, zonder evenwel af te wijken van de wetten, waardoor de leenrechten werden afgeschafte. (Art. 41, wet 1810.)

Art. 46. Het recht bij artikel 6 dezer samenordering toegekend aan de bovengrondeigenaars zal bepaald worden op een door de akte van mijnbouwvergunning vastgestelde som. (Art. 42, wet 1810.)

De bij artikel 6 en het vorig lid aan de bovengrondeigenaars te betalen vergoeding zal geregeld worden door middel van een vast recht en van een tot de opbrengst der mijn evenredig recht. (Art. 9, wet 1837.)

Art. 47. Het vast recht zal bepaald worden door de akte van mijnbouwvergunning. Het zal niet minder bedragen dan 25 centimes per hectaar oppervlakte. (Art. 9, wet 1857.)

Art. 48. Het evenredig recht, door de mijnconcessiehouders te betalen aan de eigenaars van den bovengrond, wordt berekend naar de zuivere opbrengst van de mijn. Een koninklijk besluit bepaalt de regelen, welke behooren te worden gevolgd voor het schatten van die opbrengst, en de stukken, welke de mijnontginners moeten overleggen. (Art. 25, wet 1915.)

Art. 49. Het vast recht zal bepaald worden op 1 tot 5 t. h. der zuivere mijnopbrengst, zooals die opbrengst jaarlijks vastgesteld wordt door de ramingskommissie, 't zij naar de door de mijnontginners en mijningenieurs verstreckte inlichtingen, 't zij bij wijze van aanslag of abonnement.

Die vergoeding wordt gelijkelijk verdeeld onder de bovengrondeigenaars naar de oppervlakte der aan elk van hen toebehoorende gronden, zooals die aangegeven wordt in het concessieveldplan.

De bovengrondeigenaars kunnen tegen de raming der zuivere opbrengst, zooals ze door de ramingskommissie werd vastgesteld, in voorziening komen bij de bestendige afvaardiging der provincie.

Hij die, met betrekking tot het mijnveld, de rechtsopvolger is van den eigenaar, zal de bij dit artikel aan dezen te betalen vergoeding genieten. (Art. 9, wet 1857.)

## § 2. — Vergoedingen verschuldigd voor het ingebruiknemen van den bovengrond of voor beschadiging van andere mijnen.

Art. 50. De mijnveldeigenaars zijn er toe gehouden de vergoedingen te betalen aan de bovengrondeigenaars, op wier grond ze hun werken willen oprichten.

Zijn het maar tijdelijke werken, die de mijnveldopspoorers of de mijnveldeigenaars uitvoeren, en kan de grond, waarop ze werden uitgo-

is en culture au bout d'un an comme il l'était auparavant, l'indemnité sera réglée au double de ce qu'aurait produit net le terrain endommagé. (Art. 43, loi 1810.)

Les travaux mentionnés dans ces deux paragraphes ne pourront être entrepris qu'avec le consentement du propriétaire ou avec l'autorisation du gouvernement donnée après avoir consulté le Conseil des mines, le propriétaire entendu. (Art. 2, loi 1865.)

Art. 51. Lorsque l'occupation des terrains pour la recherche ou les travaux des mines prive les propriétaires du sol de la jouissance du terrain venu au-delà du temps d'une année, ou lorsque, après les travaux, les terrains ne sont plus propres à la culture, on peut exiger des propriétaires des mines, l'acquisition des terrains à l'usage de l'exploitation. Si le propriétaire de la surface le requiert, les pièces de terre trop endommagées ou dégradées sur une trop grande partie de leur surface, devront être achetées en totalité par le propriétaire de la mine.

L'évaluation du prix sera faite, quant au mode, suivant les règles édictées par les décrets du Code de procédure civile; mais le terrain à acquérir sera toujours estimé au double de la valeur qu'il avait avant l'exploitation de la mine. (Art. 44, loi 1810.)

Art. 52. Lorsque, par l'effet du voisinage ou pour toute autre cause, les travaux de l'exploitation d'une mine occasionnent des dommages à l'exploitation d'une autre mine, à raison des eaux qui pénètrent dans la dernière en plus grande quantité; lorsque, d'un autre côté, ces mêmes travaux produisent un effet contraire, et tendent à évacuer toute partie des eaux d'une autre mine, il y aura lieu à indemnité d'une mine en faveur de l'autre: le règlement s'en fera par expert. (Art. 45, loi 1810.)

Art. 53. Toutes les questions d'indemnités à payer par les propriétaires de mines, à raison des recherches ou travaux antérieurs à l'acte de concession, seront décidées par les tribunaux civils. (Art. 46, loi 1810, art. 92 de la Constitution belge.)

### § 3. — Des obligations envers le personnel ouvrier.

Art. 54. Les femmes ne peuvent être employées aux travaux du fond; même interdiction s'applique aux garçons âgés de moins de 14 ans. (Art. 53, loi 1911.)

Art. 55. Les concessionnaires doivent établir des bains-douches mis à la disposition des ouvriers.

Un arrêté royal détermine les conditions dans lesquelles les bains-douches doivent être établis à chaque siège d'exploitation des mines de houille en activité et fixe les délais accordés pour leur mise en service. (Art. 54, loi 1911.)

Art. 56. Les concessionnaires sont tenus d'indiquer dans leurs règlements d'atelier les dispositions contenues dans le présent paragraphe.

Ils sont obligés de tenir les registres que l'administration des mines juge nécessaires pour le contrôle. (Art. 55, loi 1911.)

Art. 57. Indépendamment de leurs attributions ordinaires, les ingénieurs des mines sont chargés de veiller à l'exécution de toutes les dispositions contenues dans le présent titre.

Ils ont la libre entrée des établissements placés sous leur surveillance.

Ils peuvent exiger la communication de tous les documents dont la communication est obligatoire.

Les concessionnaires, leurs préposés et ouvriers sont tenus de fournir les renseignements jugés nécessaires. (Art. 56, loi 1911.)

### SECTION III. — De la responsabilité des dommages causés par l'exploitation.

Art. 58. Le concessionnaire d'une mine est de plein droit tenu de réparer tous les dommages causés par les travaux exécutés dans la mine.

Il pourra être tenu de fournir caution, de payer toutes indemnités, si les travaux souterrains sont de nature à causer, dans un délai rapproché, un dommage déterminé, et s'il est à craindre que ses ressources ne soient pas suffisantes pour faire face à sa responsabilité éventuelle.

voerd binnen het verloop van een jaar weer vruchtbaar gemaakt worden zooals hij vroeger was, zoo wordt de vergoeding bepaald op het dubbel van de zuivere opbrengst, die de beschadigde grond anders zou gegeven hebben. (Art. 43, wet 1810.)

De in de twee vorige paragrafen vermelde werken mogen niet uitgevoerd worden dan mits toestemming van den eigenaar of mits machtiging der Regeering, verleend na raadpleging van den Mynraad, den eigenaar gehoord. (Art. 2, wet 1865.)

Art. 51. Wanneer het ingebruiknemen van gronden voor het opsporen van mijnvelden of voor het uitvoeren van mijnwerken de bovengrond-eigenaar langer dan één jaar van het genot der met dat grondgebruik verbonden inkomst berooft, of wanneer de gronden na uitvoering der werken niet meer kunnen bebouwd worden, kan van de mijnveleigenaars geëischt worden dat die gronden ten gebuik aan het mijnbedrijf door hen worden verworven. Indien de bovengrond-eigenaar zulks vordert, moeten de te zeer beschadigde of over een te groot gedeelte van hun oppervlakte verwoeste grondstukken geheel worden aangekocht door den mijnveleigenaar.

De prijsraming zal, wat de wijze betreft, gedaan worden naar de gewone voorschriften van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging; maar de te verwerven grond zal immer op het dubbel geschat worden van de waarde, die hij had vóór de uitginning van het mijnveld. (Art. 44, wet 1810.)

Art. 52. Wanneer, door de nabijheid of eenige andere oorzaak, de ontginning van een mijnveld schade veroorzaakt aan de ontginning van een ander mijnveld, wegens het water, dat in grootere hoeveelheid in de mijn van laatstvermeld mijnveld indringt; wanneer anderzijds, diezelfde ontginning een tegenovergesteld uitwerksel heeft en er aanleiding toe geeft al op een deel van het water uit de mijn van een ander mijnveld weg te leiden, dan is de vergunninghouder van het eerste mijnveld tot schadevergoeding aan dien van het ander mijnveld verplicht en omgekeerd; de schadevergoeding zal door deskundigen geregeld worden. (Art. 45, wet 1810.)

Art. 53. Omtrent al de vraagstukken betreffende de voor de mijnveleigenaars te betalen vergoedingen, wegens opsporingen of aan de akte van mijnbouwvergunning voorafgaande werken, zal beslist worden door de burgerlijke rechtbanken. (Art. 46, wet 1810, art. 92 der Belgische Grondwet.)

### § 3. Van de verplichtingen ten aanzien van het arbeiderspersoneel.

Art. 54. De vrouwen mogen niet worden gebezigd voor de werkzaamheden in de mijn; hetzelfde verbod is toepasselijk op de jongens beneden de 14 jaren. (Art. 53, wet 1911.)

Art. 55. De vergunninghouders moeten stortbaden ter beschikking van de werklieden stellen.

Een koninklijk besluit bepaalt hoe de stortbaden moeten worden ingericht ten ontginningszetel van elke in werking gebrachte kolennijn, alsmede de termijnen verleend tot het in gebruik stellen daarvan. (Art. 54, wet 1911.)

Art. 56. De vergunninghouders moeten in hunne werkplaatsreglementen de bepalingen vermelden in deze paragraaf vervat.

Zij zijn verplicht de boeken te houden, die het beheer der mijnen noodig acht voor het toezicht. (Art. 55, wet 1911.)

Art. 57. De mijningenieurs zijn, buiten hunne gewone werkzaamheden, gelast te waken op de uitvoering van al de bepalingen, in dezen titel vervat.

Zij hebben vrijen toegang tot de inrichtingen, onder hun toezicht geplaatst.

Zij mogen eischen dat al de stukken, die men verplicht is te houden, hun worden opgelegd.

De vergunninghouders, hunne gelastigden en werklieden zijn gehouden de noodig geachte inrichtingen te verschaffen. (Art. 56, wet 1911.)

### AFDEELING III. — Van de aansprakelijkheid wegens schade voortvloeiende uit de ontginning.

Art. 58. De vergunninghouder is van rechtswege verplicht te vergoeden elke schade veroorzaakt door uitvoering van de werken in de mijn.

Hij kan worden gehouden zekerheid te stellen tot het betalen van elke vergoeding, indien zijne ondergrondse werken van aard zijn om, binnen een kort tijdsverloop, eene bepaalde schade te veroorzaken, en indien het te vrezen is dat zijne middelen niet toereikend mochten zijn om de gevolgen van zijne mogelijke aansprakelijkheid te bestrijden.

Les tribunaux seront juges de la nécessité de cette caution et en fixeront la nature et le montant.

Les mêmes règles s'appliquent à toute personne qui effectue des travaux de recherches.

En cas de mutation de propriété, la responsabilité des dommages provenant de travaux déjà faits au moment du transfert incombe solidairement à l'ancien et au nouveau propriétaire. (Art. 16, loi 1911.)

Art. 59. Les juges de paix connaissent des actions en réparation des dommages causés, en cas d'accord avec les concessionnaires sur le principe et sur le partage entre ceux-ci de leur responsabilité, en dernier ressort jusqu'à la valeur de 1,000 francs, et en premier ressort jusqu'à la valeur de 2,500 francs.

Si la demande ne dépasse pas 2,500 francs, les tribunaux civils statueront comme en matière sommaire.

S'il y a lieu à expertise, le juge pourra ne désigner qu'un seul expert et il déterminera, dans sa décision, le délai dans lequel le rapport doit être déposé. (Art. 17, loi 1911.)

#### SECTION IV. — De l'abandon des concessions.

Art. 60. Tout concessionnaire de mine pourra, moyennant l'autorisation du Roi, renoncer à sa concession, lorsqu'il aura été reconnu qu'il n'existe aucun gîte exploitable de la substance qui a fait l'objet de la concession ou que le gîte concédé a cessé d'être industriellement exploitable.

Dans le premier cas, la renonciation pourra ne porter que sur une partie de la concession. (Art. 18, loi 1911.)

Art. 61. La demande en renonciation sera introduite et instruite suivant les règles prescrites par la loi pour les demandes en concession.

Les tiers intéressés pourront faire opposition à la demande en se conformant à l'article 28.

La demande sera, par le demandeur et à ses frais, notifiée aux créanciers ayant une inscription non périmée sur la mine. La preuve de cette notification devra être jointe à la requête. (Art. 19, loi 1911.)

Art. 62. Il sera statué par arrêté royal sur toute demande en renonciation.

Aucune renonciation ne sera admise que sur l'avis favorable du Conseil des mines.

L'arrêté royal en déterminera les conditions. Il fixera, le cas échéant, les délais dans lesquels le demandeur devra :

1° Exécuter les travaux de sûreté prescrits, conformément aux lois et règlements en vigueur ;

2° Obtenir la maintenance de toutes les inscriptions prises sur la mine.

Ces délais pourront, dans des cas exceptionnels, à la demande du concessionnaire, être prorogés par un arrêté royal, le Conseil des mines entendu. (Art. 20, loi 1911.)

Art. 65. A l'expiration des délais prévus par l'article précédent, le demandeur adressera à la députation permanente un certificat du conservateur des hypothèques, constatant que la mine est quitte et libre de toute inscription, et informera ce collège de l'exécution des travaux prescrits.

La députation permanente, après avoir pris l'avis des ingénieurs des mines, se prononcera, dans les soixante jours de la réception du certificat prévu ci-dessus, sur l'accomplissement des conditions imposées au demandeur.

L'arrêté de la députation sera, par les soins du gouverneur, notifié au demandeur, aux tiers opposants et au Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement par lettre recommandée.

Les créanciers hypothécaires ou privilégiés qui n'ont pas perdu le droit de prendre ou de renouveler une inscription sur la mine, seront admis à exercer ce droit jusqu'à cet arrêté ou, en cas de recours formé par eux, jusqu'à l'expiration du délai de trente jours fixé par l'article 64. (Art. 21, loi 1911.)

Art. 64. Un recours est ouvert aux intéressés ainsi qu'au gouverneur contre les arrêtés des députations permanentes pris en vertu de l'article précédent.

Le recours doit être déposé au greffe du gouvernement provincial dans les trente jours à compter de la notification.

Il sera statué sur ce recours par le Ministre de l'Industrie, du Travail

et des Recluten oordeelen over de noodzakelijkheid van dezen waarborg en bepalen daarvan den aard en het bedrag.

Dezelfde voorschriften zijn van toepassing op elken persoon, die opsporingswerken verricht.

Bij overdracht van eigendom, zijn de gewezen en de nieuwe eigenaar hoofdelijk aansprakelijk voor de schade voortvloeiende uit werken, reeds uitgevoerd op het oogenblik der overdracht. (Art. 16, wet 1911.)

Art. 59. De vrederechters nemen kennis van de gedingen tot vergoeding der veroorzaakte schade, wanneer de vergunninghouders het eens zijn over het beginsel en over het onderling op zich nemen der aansprakelijkheid, in hoogsten aanleg tot het bedrag van 1,000 frank en, in eersten aanleg, tot het bedrag van 2,500 frank.

Gaat de eisch 2,500 frank niet te boven, dan doen de burgerlijke rechtbanken uitspraak zooals in summier zaken.

Moet er tot een onderzoek door deskundigen worden overgegaan, dan kan de rechter slechts één deskundige aanwijzen; in zijne beslissing bepaalt hij binnen welken termijn het verslag moet worden overgelegd. (Art. 17, wet 1911.)

#### AFDEELING IV. — Afstand van vergunning.

Art. 60. Elke vergunninghouder mag, met machtiging van den Koning, afstand doen van het hem vergund mijnveld, indien werd bevonden dat er geen ontginbare afzetting van de stof, welke het voorwerp der vergunning uitmaakte, voorhanden is, of indien de vergunde afzetting opgehouden heeft met voordeel ontginbaar te zijn.

In het eerste geval mag de afstanddoening ook slechts een gedeelte der vergunning betreffen. (Art. 18, wet 1911.)

Art. 61. Aanvraag om afstanddoening wordt ingediend en onderzocht volgens de regelen voorgeschreven door de wet omtrent aanvragen om vergunning.

Derde belanghebbenden kunnen in verzet komen tegen de aanvraag, mits artikel 28 wordt nageleefd.

De aanvraag wordt voor den eischer en op zijne kosten beteekend aan de schuldeischers, die eene niet verval'en inschrijving op de mijn bezitten. Het bewijs van de beteekening moet bij het verzoekschrift gevoegd worden. (Art. 29, wet 1911.)

Art. 62. Over elke aanvraag om afstanddoening wordt bij koninklijk besluit uitspraak gedaan. Afstanddoening wordt slechts op gunstig advies van den Mijneraad ingewilligd.

Een koninklijk besluit regelt daarvan de voorwaarden en, bij voorkomend geval, bepaalt de tijdsbestekken binnen welke de aanvrager :

1° Moet uitvoeren de voorgeschreven veiligheidswerken, overeenkomstig de van kracht zijnde wetten en verordeningen ;

2° Moet bekomen de handlichting van elke verpanding van de mijn.

Deze tijdsbestekken mogen, in buitengewone gevallen, op aanvraag van den vergunninghouder worden verlengd bij koninklijk besluit, den Mijneraad gehoord. (Art. 20, wet 1911.)

Art. 65. Na verloop van de bij het vorig artikel voorziene tijdsbestekken, doet de aanvrager aan de bestendige afvaardiging een bewijsschrift van den hypotheekbewaarder geworden, waarbij wordt bevestigd dat de mijn onbezwaard en vrij van alle inschrijving is en bericht hij aan dat college, dat de voorgeschreven werken zijn uitgevoerd.

De bestendige afvaardiging, den mijningenieur gehoord, doet, binnen zestig dagen na de ontvangst van het hierboven voorziene getuigschrift, uitspraak over de vervulling van de voorwaarden, die den aanvrager zijn opgelegd.

Het besluit van de bestendige afvaardiging wordt door de zorg van den gouverneur, bij aangeteekenden brief, ter kennis gebracht van den aanvrager, van de derde personen die in verzet komen en van den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

De hypotheecaire of bevoorrechte schuldeischers die het recht niet hebben verloren eene inschrijving op de mijn te nemen of deze inschrijving te vernieuwen, mogen van dit recht gebruik maken tot aan bedoeld besluit of, ingeval zij in beroep komen, zoolang de termijn van dertig dagen, bij artikel 64 bepaald, niet is verstreken. (Art. 21, wet 1911.)

Art. 64. De belanghebbenden alsook de gouverneur mogen in beroep komen van de beschikkingen, krachtens het vorig artikel door de bestendige afvaardigingen genomen.

Dit beroep moet ter griffie van het provinciaal bestuur worden ingediend binnen dertig dagen te rekenen van de kennisgeving.

Over dit beroep wordt beslist door den Minister van Nijverheid, Arbeid



et du Ravitaillement qui prendra, au préalable, l'avis du conseil des mines. (Art. 22, loi 1911.)

Art. 65. Un avis publié au *Moniteur* fera savoir si les conditions prescrites par l'arrêté royal ont été ou non accomplies.

Le cas échéant, la renonciation ne produira ses effets qu'à partir du jour de cette publication. (Art. 23, loi 1911.)

Art. 66. La renonciation aura pour effet d'exonérer pour l'avenir le propriétaire de la mine des diverses charges résultant de la concession.

Il restera néanmoins responsable vis-à-vis des intéressés des dommages causés par les travaux de son exploitation. (Art. 24, loi 1911.)

Art. 67. Les sociétés minières dissoutes ne pourront clore leur liquidation avant d'avoir cédé leur concession ou, le cas échéant, avant d'y avoir renoncé, conformément aux dispositions de la présente coordination. (Art. 25, loi 1911.)

#### SECTION V. — De la déchéance des concessions.

Art. 68. Tout concessionnaire sera tenu, à moins d'empêchement légitime, de commencer ses travaux, au plus tard, cinq ans après la publication de l'acte de concession.

Ce délai a pris cours, pour les concessions antérieures à la loi du 5 juin 1911, à partir de la mise en vigueur de celle-ci.

Les travaux commencés dans ce délai devront être régulièrement poursuivis jusqu'à la mise en exploitation effective de la mine et ne pourront être suspendus sans motifs légitimes. (Art. 27, loi 1911.)

Art. 69. La déchéance de la concession sera encourue, six mois après une sommation dûment notifiée au concessionnaire par le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement :

1° Si le concessionnaire est en défaut de satisfaire au prescrit de l'article précédent;

2° Lorsque l'exploitation commencée aura été abandonnée depuis au moins cinq ans et que, à la suite de la sommation prévue ci-dessus, elle n'aura pas été reprise et continuée régulièrement pendant au moins cinq ans.

Le concessionnaire sera toutefois admis à justifier des causes majeures de son inaction;

3° Lorsque, sans cause reconnue légitime et par le fait du concessionnaire, l'exploitation aura été restreinte ou suspendue de manière à inquiéter la sûreté publique ou à compromettre les besoins des consommateurs. (Art. 28, loi 1911.)

Art. 70. L'action en déchéance sera poursuivie devant les tribunaux civils, à la requête du ministre public; celui-ci agira sur la demande du Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, formulée de l'avis conforme du Conseil des mines. (Art. 29, loi 1911.)

Art. 71. Lorsque la déchéance aura été admise par un jugement ou un arrêté ayant acquis force de chose jugée, la concession sera révoquée par un arrêté royal.

La révocation produit ses effets à partir du jour où cet arrêté royal devient obligatoire. Elle remet les choses au même état que si la concession n'avait pas été octroyée. La mine ne pourra être remise en exploitation qu'en vertu d'un nouvel acte de concession. (Art. 30, loi 1911.)

Art. 72. Le nouveau concessionnaire aura la faculté de reprendre les puits, les galeries et tous les travaux du fond en général, sans indemnité.

Quant aux autres dépenses de la mine et notamment quant aux terrains, bâtiments, machines, il ne pourra les reprendre qu'à charge d'indemniser, à dire d'experts, le concessionnaire déchu.

L'indemnité ne pourra toutefois excéder le montant des dépenses réellement effectuées pour les acquisitions ou constructions des dites dépendances.

En ce qui concerne la nomination des experts, la fixation, la consignation et le paiement de l'indemnité, ainsi que l'envoi en possession des dépendances reprises, il sera procédé comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Relativement aux droits réels dont les dépendances seraient grevées, la consignation produira les effets déterminés par les lois en cette matière. (Art. 31, loi 1911.)

Art. 73. Le concessionnaire déchu restera responsable de tous les dommages qui seraient reconnus provenir de son exploitation.

en Bevoorrading, die vooraf het advies van den Mijnsraad inwint. (Art. 22, wet 1911.)

Art. 65. Een door het *Staatsblad* afgekondigd bericht maakt bekend of aan de vereischten van het koninklijk besluit al of niet is voldaan.

Bij voorkomend geval, wordt de afstanddoening eerst van kracht te rekenen van den dag dezer bekendmaking. (Art. 23, wet 1911.)

Art. 66. Afstand heeft ten gevolge den mineigenaar voor de toekomst te ontheffen van de verschillende lasten voortspuitende uit de vergunning. Hij blijft niettemin aansprakelijk tegenover de belanghebbenden voor de schade veroorzaakt door zijne onginningswerken. (Art. 24, wet 1911.)

Art. 67. De ontbonden mijnmaatschappijen mogen hare vereffening niet afsluiten alvorens het haar vergunt mijneveld te hebben overgedragen of, bij voorkomend geval, het te hebben afgestaan overeenkomstig de voorschriften van deze samengeordende wetten. (Art. 25, wet 1911.)

#### AFDEELING V. — Van de vervallingsverklaringen der vergunningen tot ontginning.

Art. 68. Elke vergunninghouder is verplicht, tenzij bij wettige verhindering, zijne werken ten laatste vijf jaren na de bekendmaking der akte van vergunning te beginnen.

Deze termijn neemt, wat betreft de vergunningen die aan deze wet voorafgaan, een aanvang te rekenen van het in werking treden derzelfde.

De binnen dit tijdsbestek begonnen werken moeten geleidelijk worden voortgezet tot het werkelijk ontginnen der mijn en mogen niet worden geschorst zonder wettige redenen. (Art. 27, wet 1911.)

Art. 69. De vergunning vervalt zes maanden na eene aanmaning, behoorlijk aan den vergunninghouder betekend door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading :

1° Indien de vergunninghouder in gebreke blijft te voldoen aan de vereischten van het vorig artikel;

2° Indien van de begonnen ontginningswerken sinds ten minste vijf jaren werd afgezien en deze na de hierboven voorziene aanmaning niet werden hervat en regelmatig voortgezet gedurende ten minste vijf jaren.

De vergunninghouder mag evenwel van de overwegende redenen zijner werkloosheid doen blijken;

3° Wanneer, zonder erkende wettige oorzaak en door het toedoen van den vergunninghouder, de ontginning op zoodanige wijze is beperkt of geschorst dat de openbare veiligheid is bedreigd, of de behoeften der verbruikers in gevaar zijn gebracht. (Art. 28, wet 1911.)

Art. 70. De rechtsvordering tot vervallenverklaring wordt vóór de burgerlijke rechtbanken gebracht ten verzoek van het openbaar ministerie, hetwelk handelt op aanvraag van den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, opgesteld overeenkomstig het advies van den Mijnsraad. (Art. 29, wet 1911.)

Art. 71. Is de vervallenverklaring aangenomen door een in kracht van gewijsde gegaan vonnis of arrest, dan wordt de vergunning bij koninklijk besluit ingetrokken.

De intrekking heeft hare uitwerking te rekenen van den dag, waarop dit koninklijk besluit verbindend wordt. Zij brengt de zaken op denzelfden voet alsof de vergunning niet werd verleend. De mijn kan slechts krachtens eene andere vergunningsakte opnieuw worden ontgonnen. (Art. 30, wet 1911.)

Art. 72. De nieuwe vergunninghouder heeft het recht zonder vergoeding over te nemen de putten, de gangen en al de ondergrondse werken in 't algemeen.

Wat de andere aanhoorigheden der mijn betreft, inzonderheid wat betreft de gronden, de gebouwen, de werktuigen, hij kan deze niet overnemen dan met last den vervallen vergunninghouder te vergoeden volgens schatting door deskundigen.

De vergoeding mag evenwel niet te boven gaan het bedrag der uitgaven werkelijk gedaan voor het aankopen of bouwen van voormelde aanhoorigheden.

Voor de benoeming der deskundigen, de bepaling, de bewaartelling en de betaling der vergoeding, alsook voor de inbezitstelling der overgenomen aanhoorigheden, wordt gehandeld zooals in zake van onteigening ten algemeenen nutte. Aangaande de zakelijke rechten, waarmede de aanhoorigheden mochten bezwaard zijn, brengt de bewaartelling de gevolgen teweeg welke door de desbetreffende wetten zijn bepaald. (Art. 31, wet 1911.)

Art. 73. De vervallen verklaarde vergunninghouder blijft aansprakelijk voor de schade die wordt erkend te zijn veroorzaakt door zijne ontginning.

Jusqu'à concession nouvelle, il sera tenu de pourvoir à l'entretien de la mine.

A défaut par lui d'exécuter les travaux nécessaires pour sauvegarder la sécurité publique et la conservation de la mine, l'Etat aura le droit, après une sommation restée infructueuse et même sans cette formalité, en cas d'urgence, d'y faire procéder d'office.

Les frais déboursés par l'Etat à cet effet et les redevances arriérées à lui seraient dues, ainsi qu'aux propriétaires de la surface, seront couvrables par privilège sur les dépendances de la mine ou sur les sommes dont le nouveau concessionnaire serait redevable en vertu de l'article précédent. (Art. 52, loi 1911.)

#### TITRE V. — DE L'EXERCICE DE LA SURVEILLANCE SUR LES MINES PAR L'ADMINISTRATION.

Art. 74. Les ingénieurs des mines exerceront, sous les ordres du ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement et des députations permanentes, une surveillance de police pour la conservation des édifices de la sûreté du sol. (Art. 47, loi 1810.)

Art. 75. Ils observeront la manière dont l'exploitation sera faite soit pour éclairer les propriétaires sur ses inconvénients ou son amélioration, soit pour avertir l'administration des vices, abus ou dangers qui s'y trouveraient. (Art. 48, loi 1810.)

Art. 76. Des arrêtés royaux régleront, en ce qui concerne les mines, minières et les carrières souterraines, ainsi que leurs dépendances superficielles, les dispositions à prendre soit à titre préventif, soit en cas de danger imminent, tant pour la sauvegarde de la sûreté, de la salubrité de la commodité publiques que pour l'intégrité de la mine, la solidité des travaux, la sécurité et la santé des ouvriers, ainsi que pour la conservation des propriétés et des eaux utiles de la surface.

Ils détermineront la compétence des autorités chargées de pourvoir à l'exécution des mesures d'exécution, et notamment, s'il y a lieu, à la suspension de l'exploitation, à son interdiction provisoire, même pour un temps indéterminé et à l'exécution d'office des travaux nécessaires.

Ils fixeront les recours et les garanties dont jouiront les intéressés. Des arrêtés seront pris après avis du Conseil des mines et après avis du conseil supérieur d'hygiène pour ceux qui régleront les dispositions à prendre en vue de sauvegarder la santé des ouvriers.

Les travaux, y compris ceux à effectuer pour la sécurité des anciens édifices de mines existant dans le périmètre de la concession, seront à la charge de l'exploitant actuel, même lorsque ces travaux doivent être effectués d'office en vertu des règlements prévus au présent article. (Art. 45, loi 1911.)

Art. 77. Les arrêtés que le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement prendra en vertu de l'article 76 ci-dessus, ne pourront être pris qu'après avoir pris l'avis du Conseil des mines; ces arrêtés devront être motivés.

Il n'est point dérogé par la disposition précédente, à l'exécution provinciale, dans les cas d'urgence, des mesures ordonnées soit par la députation provinciale, soit par les ingénieurs des mines, conformément aux lois existantes. (Art. 7, al. 3 et 4, loi 1857.)

#### TITRE VI. — DES CONCESSIONS OU JOUISSANCES DES MINES ANTIÉRIEURES A LA LOI DU 21 AVRIL 1910.

##### § 1<sup>er</sup>. — Des anciennes concessions en général.

Art. 78. Les concessionnaires antérieurs à la loi de 1810 deviendront, à partir de sa publication, propriétaires incommutables, sans aucune formalité préalable d'affiches, vérifications de terrain ou autres préliminaires, à la charge seulement d'exécuter, s'il y en a, les conventions faites avec les propriétaires de la surface, et sans que ceux-ci puissent se prévaloir des articles 6 et 42 de la loi de 1810. (Art. 51, loi 1810.)

Art. 79. Les anciens concessionnaires seront, en conséquence, soumis à payer des contributions, comme il est dit à la section 2 du titre IV, articles 41 et 42, à compter de l'année 1811. (Art. 52, loi 1810.)

##### § 2. — Des exploitations pour lesquelles on n'a pas exécuté la loi de 1791.

Art. 80. Quant aux exploitants de mines qui n'ont pas exécuté la loi de 1791, et qui n'ont pas fait fixer conformément à cette loi les limites

Tot al er eene nieuwe vergunning is verleend, is hij verplicht in het onderhoud der mijn te voorzien.

Blijft hij in gebreke de noodige werken tot het vrijwaren van de openbare veiligheid en van het behoud der mijn uit te voeren, dan heeft, in spoedelschende gevallen, de Staat het recht, na een zonder gevolg gebleven aanmaning, en zelfs zonder deze formaliteit, ambtshalve daartoe te doen overgaan.

De daarvoor door den Staat gedane kosten en de achterstallige rechten, welke hem alsook aan de eigenaars van den bovengrond zijn verschuldigd, zijn bij voorrecht te verhalen op de aanspreekbaarheden der mijn of op de door den nieuwen vergunninghouder krachtens het vorig artikel verschuldigde sommen. (Art. 52, wet 1911.)

#### TITEL V. — TOEZICHT OVER DE MIJNEN DOOR DE ADMINISTRATIE.

Art. 74. De mijningenieurs zullen, onder de bevelen van den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading en van de bestendige afvaardigingen, politietoezicht oefenen tot behoud der gebouwen en tot veiligheid van den grond. (Art. 47, wet 1810.)

Art. 75. Zij zullen nagaan op welke manier de ontginning gedaan wordt 'tzij om de eigenaars in te lichten omtrent bezwaren of verbetering, 'tzij om de administratie op de hoogte te brengen van de gebreken, misbruiken of gevaren, welke er mochten in voorkomen. (Art. 48, wet 1810.)

Art. 76. Wat betreft de mijnen, de graverijen en de onderaardsche groeven, alsmede hare bovengrondsche aanspreekbaarheden, voorzien koninklijke besluiten in de maatregelen te nemen hetzij bij wijze van voorkoming, hetzij in geval van dreigend gevaar, zoowel om de openbare veiligheid, gezondheid en geriefelijkheid te waarborgen als met het oog op de gaafheid der mijn, de stevigheid der werken, de veiligheid en de gezondheid der arbeiders en het behoud der bovengrondsche eigendommen en bruikbare wateren.

Zij omschrijven de bevoegdheid der overheden belast met de maatregelen van uitvoering en, inzonderheid, zoo daartoe aanleiding bestaat, de schorsing van het bedrijf, het verbod voorloopig te ontginnen, zelfs voor een onbepaalden tijd, en het ambtshalve uitvoeren van de noodige werken.

Zij bepalen het verhaal en de waarborgen waarop de belanghebbenden recht hebben. Deze besluiten worden genomen na den Mijraad gehoord te hebben, en na het advies van den Hooger Gezondheidsraad te hebben ingewonnen omtrent die, waarbij de maatregelen tot behoud van de gezondheid der werklieden worden geregeld.

De werken, met inbegrip van degene uit te voeren voor de veiligheid der voormalige mijnschachten, binnen de omgrenzing van het vergund mijnveld aanwezig, komen ten laste van den tegenwoordigen ontginner, zelfs indien deze werken ambtshalve moeten worden uitgevoerd krachtens de verordeningen voorzien bij dit artikel. (Art. 45, wet 1911.)

Art. 77. Besluiten, door de Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading krachtens bovenstaande artikel te nemen, mogen slechts uitgevaardigd worden na inwinning van het advies van den Mijraad; die besluiten moeten met redenen omkleed worden.

In dringende gevallen wordt door de vorige bepaling niet afgeweken van de voorloopige uitvoering der maatregelen, overeenkomstig de bestaande wetten, 'tzij door de bestendige provincieafvaardiging, 'tzij door de mijningenieurs voorgeschreven. (Art. 7, leden 5 en 4, wet van 1857.)

#### TITEL VI. — MIJNBOUWVERGUNNINGEN OF MIJNONTGINNINGEN VÓOR DE WET VAN 21 APRIL 1810.

##### § 1. — De vroegere mijnbouwvergunningen in 't algemeen.

Art. 78. Zij, die vóór de wet van 1810 een mijnbouwvergunning hadden verkregen worden, met den dag van de bekendmaking dier wet, onverstoorbare eigenaars, zonder eenige voorafgaande formaliteit van aanplakking, nazien van gronden of andere; alleen wordt hun ten laste gelegd, desgevallend, de met de bovengrondseigenaars afgesloten verdragen na te leven, zonder dat deze zich de artikelen 6 en 42 der wet van 1810 ten nutte kunnen maken. (Art. 51, wet 1810.)

Art. 79. De vroegere vergunninghouders zijn diensgevolge van het jaar 1811 af verplicht de belastingen te betalen, zooals vermeld in afdeeling II van titel IV, artikel 41 en 42. (Art. 52, wet 1810.)

##### § 2. — Bedrijven, waarvoor de wet van 1791 niet werd nageleefd.

Art. 80. Wat betreft de mijnveldontginners, die de wet van 1791 niet hebben nageleefd, en die niet overeenkomstig die wet de grenzen van hun

leurs concessions, ils obtiendront les concessions de leurs exploitations actuelles conformément à la présente coordination; à l'effet de quoi les limites de leurs concessions seront fixées sur leurs demandes ou à la députation permanente, à la charge seulement d'exécuter les conventions faites avec les propriétaires de la surface, et sans que ceux-ci puissent se prévaloir des articles 6 et 42 de la loi de 1810. (Art. 55, loi 1810.)

Art. 81. Ils paieront en conséquence les redevances, comme il est dit à l'article 79. (Art. 54, loi 1810.)

Art. 82. En cas d'usages locaux ou d'anciennes lois qui donneraient lieu à la décision de cas extraordinaires, les cas qui se présenteront seront décidés par les actes de concession ou par les jugements des tribunaux et cours, selon les droits résultant pour les parties, des usages établis, des prescriptions légalement acquises ou des conventions réciproques. (Art. 55, loi 1810.)

Art. 83. Les difficultés qui s'élèveraient entre l'administration et les exploitants, relativement à la limite des mines, seront décidées par l'acte de concession.

A l'égard des contestations qui auraient lieu entre les exploitants et leurs voisins, elles seront jugées par les tribunaux et cours. (Art. 56, loi 1810.)

## TITRE VII. — RÉGLEMENTS SUR LA PROPRIÉTÉ ET L'EXPLOITATION DES MINÈRES.

### SECTION I<sup>re</sup>. — Des minières.

Art. 84. L'exploitation des minières est assujettie à des règles spéciales. Elle ne peut avoir lieu sans permission. (Art. 57, loi 1810.)

Art. 85. La permission détermine les limites de l'exploitation et les règles sous les rapports de sûreté et de salubrité publiques. (Art. 58, loi 1810.)

### SECTION II. — De la propriété et de l'exploitation des minerais de fer d'alluvion.

Art. 86. Le propriétaire du fond sur lequel il y a du minerai de fer d'alluvion est tenu d'exploiter en quantité suffisante pour fournir, autant que faire se pourra, aux besoins des usines établies dans le voisinage avec autorisation légale; en ce cas, il ne sera assujéti qu'à en faire la déclaration à la députation permanente de la province, elle contiendra la désignation des lieux; la députation donnera acte de cette déclaration, ce qui vaudra permission pour le propriétaire et l'exploitation aura lieu par lui sans autre formalité. (Art. 59, loi 1810.)

Art. 87. Si le propriétaire n'exploite pas, les maîtres de forges auront la faculté d'exploiter à sa place, à la charge :

- 1<sup>o</sup> D'en prévenir le propriétaire, qui, dans un mois à compter de la notification, pourra déclarer qu'il entend exploiter lui-même;
- 2<sup>o</sup> D'obtenir de la députation la permission, sur l'avis de l'ingénieur des mines, après avoir entendu le propriétaire. (Art. 60, loi 1810.)

Art. 88. Si, après l'expiration du délai d'un mois, le propriétaire ne déclare pas qu'il entend exploiter, il sera censé renoncer à l'exploitation; le maître de forges pourra, après la permission obtenue, faire les fouilles immédiatement dans les terres incultes et en jachères, et, après la récolte, dans toutes les autres terres. (Art. 61, loi 1810.)

Art. 89. Lorsque le propriétaire n'exploitera pas en quantité suffisante ou suspendra ses travaux d'extraction pendant plus d'un mois sans cause légitime, les maîtres de forges se pourvoiront auprès de la députation pour obtenir permission d'exploiter à sa place.

Si le maître de forges laisse écouler un mois sans faire usage de cette permission, elle sera regardée comme non avenue et le propriétaire du terrain rentrera dans tous ses droits. (Art. 62, loi 1810.)

Art. 90. Quand un maître de forges cessera d'exploiter un terrain, il sera tenu de le rendre propre à la culture ou d'indemniser le propriétaire. (Art. 63, loi 1810.)

Art. 91. En cas de concurrence entre plusieurs maîtres de forges pour l'exploitation dans un même fond, la députation déterminera, sur l'avis de l'ingénieur des mines, les proportions dans lesquelles chacun d'eux pourra exploiter.

mijnveld hebben laten vaststellen, die zullen vergunning verkrijgen om hun huidige mijnveld overeenkomstig deze samengeordende wetten te ontginnen; dienvolgens zullen de grenzen van hun mijnvelden op hun aanvraag of op aanzoek van de bestendige afvaardigingen vastgesteld worden, en hun zal alleen ten laste gelegd worden de met de bovengrond-eigenaars afgesloten verdragen na te leven, zonder dat dezen zich de artikelen 6 en 42 der wet van 1810 kunnen ten nutte maken. (Art. 55 wet 1810.)

Art. 81. Dienvolgens zullen ze de rechten betalen zooals vermeld in artikel 79. (Art. 54, wet 1810.)

Art. 82. In geval van plaatselijke gebruiken of oudere wetten, welke mochten aanleiding geven tot het oplossen van buitengewone gevallen, zullen deze die mochten voorkomen, opgelost worden door de akten van mijnbouwvergunning of door de rechtbanken en gerechtshoven, naar de rechten der partijen voortspruitende, uit gevestigde gebruiken, wettig verkregen verjaring of wederzijdsche verdragen. (Art. 55, wet 1810.)

Art. 83. De moeilijkheden, welke mochten oprijzen tusschen de administratie en de mijnveldontginners, met betrekking tot de mijnveldgrenzen, worden opgelost door de akte van mijnbouwvergunning.

Wat aangaat de geschillen, die mochten oprijzen tusschen de naburige ontginners, die worden beslecht door de rechtbanken en gerechtshoven. (Art. 56, wet 1810.)

## TITEL VII. — VERORDENING BETREFFENDE EIGENDOM EN ONTGINNING VAN GRAVERIJVELDEN.

### AFDEELING I. — Graverijvelden.

Art. 84. De graverijveldontginning is aan bijzondere voorschriften onderworpen. Zonder toelating mag er niet worden toe overgegaan. (Art. 57, wet 1810.)

Art. 85. In de akte van toelating worden de grenzen bepaald van het verleend graverijveld alsmede de na te leven voorschriften, wat aangaat de openbare veiligheid en gezondheid. (Art. 58, wet 1810.)

### AFDEELING II. — Eigendom en ontginning van oerafzettingen.

Art. 86. De eigenaar van den grond, waarop oer te vinden is, moet dit in voldoende hoeveelheid ontginnen om zooveel mogelijk in de beloften te voorzien van de in de nabijheid met wettige toelating opgerichte inrichtingen. In dit geval moet de eigenaar daaromtrent enkel de verklaring doen bij de bestendige afvaardiging der provincie; die verklaring behelst de aangifte der plaatsen; de afvaardiging ver eent akte van deze verklaring, wat voor den eigenaar tot toelating dient en deze mag dan zonder verdere formaliteiten ontginnen. (Art. 59, wet 1810.)

Art. 87. Ontgint de eigenaar zelf niet, dan mogen de smelterijondernemers in zijn plaats ontginnen mits :

- 1<sup>o</sup> Den eigenaar daarvan te verwittigen; deze mag echter binnen de maand na die verwittiging verklaren, dat hijzelf begeert te ontginnen;
- 2<sup>o</sup> Van de bestendige afvaardiging toelating daartoe te verkrijgen, naar het advies van den mijningenieur, den eigenaar gehoord. (Art. 60, wet 1810.)

Art. 88. Heeft de eigenaar na verloop van een maand niet verklaard dat hij zelf begeert te ontginnen, zoo wordt hij geacht van de ontginning af te zien; dan mag de smelterijondernemer, na verkregen toelating, onmiddellijk uitgravingen doen in de onbebouwde en braakliggende gronden en, na den oogst, in al de andere gronden. (Art. 61, wet 1810.)

Art. 89. Wanneer de eigenaar niet een voldoende hoeveelheid ontgint, of zonder wettige reden de uitdelingswerken gedurende meer dan een maand schorst, dan moeten de smelterijondernemers bij de bestendige afvaardiging in voorziening komen ten einde er toe gemachtigd te worden in zijn plaats te ontginnen.

Laat de smelterijondernemer een maand verlopen zonder van die machtiging gebruik te maken, dan wordt ze geacht niet te zijn verleend en de eigenaar van den grond treedt weer in al zijn rechten. (Art. 62, wet 1810.)

Art. 90. Wanneer een smelterijondernemer ophoudt een oergrond te ontginnen, is hij er toe gehouden dien weer bebouwbaar te maken of den eigenaar schadeloos te stellen. (Art. 63, wet 1810.)

Art. 91. Indien verschillende smelterijondernemers er naar dingen denzelfden ondergrond te ontginnen, dan stelt de bestendige afvaardiging, naar het advies van den mijningenieur, vast welke gedeelten elk van hen zal mogen ontginnen.

députation réglera de même les proportions dans lesquelles chaque forge aura droit à l'achat du minerai, s'il est exploité par le propriétaire. (Art. 64, loi 1810.)

92. Lorsque les propriétaires feront l'extraction du minerai pour vendre aux maîtres de forges, le prix en sera réglé entre eux de gré à gré par des experts choisis ou nommés d'office, qui auront égard à la situation des lieux, aux frais d'extraction et aux dégâts qu'elle aura occasionnés. (Art. 65, loi 1810.)

93. Lorsque les maîtres de forges auront fait extraire le minerai, dû au propriétaire du fond, et avant l'enlèvement du minerai, une indemnité qui sera aussi réglée par experts, lesquels auront égard à la situation des lieux, aux dommages causés, à la valeur du minerai, et à la somme faite des frais d'exploitation. (Art. 66, loi 1810.)

94. Si les minerais se trouvent dans les forêts domaniales, dans des établissements publics ou des communes, la permission de les exploiter ne pourra être accordée qu'après avoir entendu l'administration forestière. L'acte de permission déterminera l'étendue des terrains dans lesquels les fouilles pourront être faites; ils seront tenus, en outre, de réparer les dégâts occasionnés par l'exploitation et de repiquer en glands les places qu'elle aurait endommagées, ou une autre étendue équivalente déterminée par la permission. (Art. 67, loi 1810.)

95. Les propriétaires ou maîtres de forges ou d'usines exploitant des minerais de fer d'alluvion, ne pourront, dans cette exploitation, effectuer des travaux réguliers par des galeries souterraines, sans avoir obtenu une concession, avec les formalités et sous les conditions exigées par les articles de la section première du titre III et des dispositions du V. (Art. 68, loi 1810.)

96. Il ne pourra être accordée aucune concession pour l'exploitation de minerai ou pour des mines en filons ou couches, que dans les cas suivants :

1° Si l'exploitation à ciel ouvert cesse d'être possible et si l'établissement de puits, galeries et travaux d'art est nécessaire;

2° Si l'exploitation, quoique possible encore, doit durer peu d'années, et qu'il est ensuite impossible l'exploitation avec puits et galeries. (Art. 69, loi 1810.)

97. En cas de concession, le concessionnaire sera tenu toujours de fournir aux usines qui s'approvisionnaient de minerai sur les lieux visés en la concession, la quantité nécessaire à leur exploitation, au prix qui sera porté au cahier des charges ou qui sera fixé par l'administration; 2° d'indemniser les propriétaires au profit desquels l'exploitation a lieu, dans la proportion du revenu qu'ils en tiraient. (Art. 80, loi 1810.)

### SECTION III. — Des terres pyriteuses et alumineuses.

98. L'exploitation des terres pyriteuses et alumineuses sera soumise aux formalités prescrites par les articles 84 et 85, soit qu'elle soit faite par les propriétaires des fonds, soit par d'autres individus qui, autorisés par ceux-ci à exploiter, en auraient obtenu la permission. (Art. 71, loi 1810.)

99. Si l'exploitation a lieu par des non-propriétaires, ils seront tenus, en faveur des propriétaires, à une indemnité qui sera réglée de gré à gré ou par experts. (Art. 72, loi 1810.)

### SECTION IV. — Dispositions générales sur les permissions.

100. Les permissions seront données à la charge d'en faire usage dans un délai déterminé; elles auront une durée indéfinie, à moins qu'elles contiennent la limitation. (Art. 76, loi 1810.)

101. En cas de contraventions, le procès-verbal dressé par les autorités compétentes sera remis au procureur du Roi, lequel poursuivra l'annulation de la permission, s'il y a lieu, et l'application des lois pénales qui y sont relatées. (Art. 77, loi 1810.)

102. Les établissements actuellement existants sont maintenus dans leur situation, à la charge par ceux qui n'ont jamais eu de permission ou qui n'ont obtenu la permission qu'après le 1<sup>er</sup> janvier 1815, de payer une indemnité avant le 1<sup>er</sup> janvier 1815, sous peine de payer un triple droit

De bestendige afvaardiging stelt eveneens vast in welke verhoudingen elke smelterijondernemer het recht zal hebben op oeraankoop, zoo de oerafzetting voor den eigenaar ontgonnen wordt. (Art. 64, wet 1810.)

Art. 92. Wanneer de eigenaars de oerafzetting ontginnen om oer aan de smelterijondernemers te verkoopen, dan wordt de prijs er van onderzocht in der minne geregeld of door deskundigen gekozen of ambtelijk aangesteld, die moeten rekening houden met de grondligging, met de delfkosten en met de door het delven veroorzaakte schade. (Art. 65, wet 1810.)

Art. 93. Wanneer de smelterijondernemers oer hebben laten uitdelven moet er aan den grondeigenaar, vooraleer het oer wordt weggehaald, een vergoeding worden betaald, die eveneens moet worden geregeld door deskundigen, welke moeten rekening houden met de grondligging, de veroorzaakte schade, de oerwaarde, na afrekening van de ontginningskosten. (Art. 66, wet 1810.)

Art. 94. Ligt het oer in domeinwouden, in wouden van openbare inrichtingen of van gemeenten, dan kan de toelating tot ontginning slechts verleend worden na de administratie van het boschwezen te hebben gehoord. De akte tot toelating moet aangeven over welke gronduitgestrekte uitgravingen mogen gedaan worden. De ontginners zijn bovendien verplicht de schade te betalen door de ontginning veroorzaakt en de beschadigde plaatsen, of een door de toelatingsakte bepaalde daarmee gelijkstaande oppervlakte opnieuw te bezaaien of te beplanten. (Art. 67, wet 1810.)

Art. 95. De eigenaars, smelterijondernemers of bedrijfshoofden, die oer ontginnen, mogen bij die ontginning, regelmatige werken niet door ondergrondse galerijen aanleggen, zonder daarvoor een vergunning te hebben verkregen, met de formaliteiten en onder de voorwaarden vereischt bij de artikelen der 1<sup>ste</sup> afdeling van titel III en der bepalingen van titel IV. (Art. 68, wet 1810.)

Art. 96. Voor oerafzettingen of voor afzettingen, waarin het erts anders of laagsgewijs opgehoopt ligt mag geen vergunning tot ontginning worden verleend tenzij in de volgende gevallen :

1° Wanneer het niet meer mogelijk is aan de open lucht te ontginnen en wanneer het aanleggen van schachten, galerijen en kuistwerken noodig is;

2° Wanneer de verdere ontginning, schoon nog mogelijk, weinig jaren moet duren, en nadien de ontginning met schachten en galerijen onmogelijk maken. (Art. 69, wet 1810.)

Art. 97. In geval een vergunning tot ontginning wordt verkregen blijft de vergunninghouder er immer toe verplicht : 1° aan de inrichtingen, welke zich er aanschaffen in het concessieterrein, de tot haar bedrijf noodige hoeveelheid te bezorgen tegen den in bij de lasten ingeschreven, of door de administratie vastgestelden prijs; 2° de eigenaars, ten behoeve van welke de ontginning gedaan werd, te vergoeden in de verhouding van het inkomen dat ze van het concessieterrein genoten. (Art. 80, wet 1810.)

### AFDEELING III. — Kies en aluminaaarde.

Art. 98. De ontginning van kies en aluminaaarde wordt onderworpen aan de bij artikelen 84 en 85 voorgeschreven formaliteiten, ze geschiedt door de grondeigenaars, of door andere personen die er toelating voor verkregen hebben omdat eerstgenoemde niet ontgonnen. (Art. 71, wet 1810.)

Art. 99. Geschiedt de ontginning door niet-eigenaars dan worden deze, ten gunste der eigenaars, belast met het betalen van een vergoeding, die in der minne of door deskundigen zal bepaald worden. (Art. 72, wet 1810.)

### AFDEELING IV. — Algemeene bepalingen betreffende de toelatingen.

Art. 100. Toelating zal verleend worden mits er gebruik van te maken binnen een bepaalden tijd; zij wordt voor een onbepaalden tijd verleend, tenware de duur er van in de toelatingsakte zelf vermeld werd. (Art. 76, wet 1810.)

Art. 101. In geval van overtreding moet het door de bevoegde overheden opgemaakt proces-verbaal worden overmaakt aan den procureur des Konings, die zoo daar reden toe bestaat, de intrekking der toelating en de toepassing der desbetreffende strafwetten zal nastreven. (Art. 77, wet 1810.)

Art. 102. De thans bestaande inrichtingen behouden het genot van hun rechten, onder de verplichting voor deze, die nooit een machtiging verkregen hebben, of die de vroeger verkregen machtiging niet meer kunnen vertoonen, er eene te verkrijgen vóór 1 Januari 1815 op straf van een

de permission pour chaque année pendant laquelle ils auront négligé de s'en pourvoir et continué de s'en servir. (Art. 78, loi 1810.)

Art. 105. L'acte de permission d'établir des usines à traiter le fer autorise les impétrants à faire des fouilles même hors de leurs propriétés et à exploiter les minerais par eux découverts, ou ceux antérieurement connus, à la charge de se conformer aux dispositions de la section II. (Art. 79, loi 1810.)

Art. 104. Les impétrants sont aussi autorisés à établir des patouillets, lavoirs et chemins de charroi, sur les terrains qui ne leur appartiennent pas, mais sous les restrictions portées en l'article 17, le tout à charge d'indemnité envers les propriétaires du sol et en les prévenant un mois d'avance. (Art. 80, loi 1810.)

Art. 103. Sont abrogés dans les articles 100 à 104 qui précèdent les dispositions se rapportant aux permissions d'usines. (Art. 45, al. 1<sup>er</sup>, loi du 5 juin 1911.)

#### TITRE VIII. — SECTION I<sup>re</sup>. — Des carrières.

Art. 106. Le gouvernement est autorisé à soumettre l'exploitation des carrières à ciel ouvert, dans les limites et sous les conditions qu'il déterminera, au régime relatif à la police des établissements dangereux, insalubres ou incommodes. (Loi du 24 mai 1898, alinéa 1<sup>er</sup>.)

Art. 107. Les carrières exploitées par excavations souterraines pourront également être soumises à un régime d'autorisation préalable sans préjudice à la surveillance établie par l'article suivant. (Loi du 24 mai 1898, alinéa 2.)

Art. 108. Quand l'exploitation des carrières a lieu par galeries souterraines, elle est soumise à la surveillance de l'administration, comme il est dit au titre V. (Art. 82, loi 1810.)

#### SECTION II. — Des tourbières.

Art. 109. Les tourbes ne peuvent être exploitées que par le propriétaire du terrain ou de son consentement. (Art. 85, loi 1810.)

Art. 110. Tout propriétaire actuellement exploitant ou qui voudra commencer à exploiter des tourbes dans son terrain, ne pourra continuer ou commencer son exploitation, à peine de cent francs d'amende, sans en avoir préalablement fait la demande au gouverneur de la province et obtenu l'autorisation conformément aux dispositions en vigueur. (Art. 84, loi 1810 et arrêté royal du 16 décembre 1894.)

Art. 111. Un règlement d'administration publique déterminera la direction générale des travaux d'extraction dans le terrain où sont situées les tourbes, celle des rigoles de dessèchement, enfin toutes les mesures propres à faciliter l'écoulement des eaux dans les vallées et l'atterrissement des entailles tourbées. (Art. 85, loi 1810.)

Art. 112. Les propriétaires exploitants, soit particuliers, soit communautés d'habitants, soit établissements publics, sont tenus de s'y conformer, à peine d'être contraints à cesser leurs travaux. (Art. 86, loi 1810.)

#### TITRE IX. — DE L'OUVERTURE DE NOUVELLES COMMUNICATIONS.

Art. 115. Le gouvernement, sur la proposition du Conseil des mines, pourra déclarer qu'il y a utilité publique à établir des communications dans l'intérêt de l'exploitation des mines, minières et carrières.

La déclaration d'utilité publique sera précédée d'une enquête. Les dispositions de la loi du 17 avril 1855 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et autres lois sur la matière, seront observées; l'indemnité due au propriétaire sera fixée au double.

Lorsque les biens ou leurs dépendances seront occupés par leurs propriétaires, les tribunaux pourront prendre cette circonstance en considération pour la fixation des indemnités.

Les travaux souterrains à exécuter, en dehors des terrains concédés, pour la ventilation, l'écoulement des eaux ou le transport des produits de la mine, pourront également être déclarée d'utilité publique, conformément aux dispositions du présent article. (Art. 14, loi 1911.)

#### TITRE X. — DU CONSEIL DES MINES.

Art. 114. Les attributions conférées au Conseil d'Etat par la loi du 21 avril 1810 sur les mines seront exercées par un Conseil des mines

drieuvoudig toelatingsrecht te betalen voor elk jaar, waarvoor ze verwaarloosd hebben zich daarvan te voorzien en er niettemin gebruik hebben van gemaakt. (Art. 78, wet 1810.)

Art. 105. De toelatingsakte voor het oprichten van inrichtingen voor ijzrbewerking machtigt de aanvragers er toe opsporingen te doen zelfs buiten hun eigendom en de door hen ontdekte, of de vroeger reeds bekende ertsafzettingen te ontginnen, mits de bepalingen van afdeling 2 na te leven. (Art. 79, wet 1810.)

Art. 104. De aanvragers worden er eveneens toe gemachtigd zuiveringscilinders, wasscherijen en vervoerwegen aan te leggen op de gronden, die hun niet toebehooren, doch onder voorbehoud van het in artikel 17 bedongene; dit alles mits vergoeding aan de eigenaars van den grond en mits ze een maand vooraf er van te verwittigen. (Art. 80, wet 1810.)

Art. 103. Worden in bovenstaande artikelen 100 tot 104 ingetrokken de bepalingen, betrekking hebbende op de toelating voor nijverheidsinrichtingen. (Art. 45, lid 1, wet van 5 Juni 1911.)

#### TITEL VIII. — AFDEELING I. — De groeven.

Art. 106. Het Staatsbestuur is gemachtigd de ontginning der groeven in de open lucht, binnen de palen en in de voorwaarden die het zal bepalen, te onderwerpen aan de politie over de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke gestichten. (Wet van 24 Mei 1898, lid 1.)

Art. 107. De door onderaardsche uitdelvingen ontgonnen groeven zullen insgelijks aan een stelsel van voorafgaandelijke machtiging kunnen onderworpen worden, ongeminderd het bij het volgend artikel ingesteld toezicht. (Wet van 24 Mei 1898, lid 2.)

Art. 108. Wanneer de groefontginning geschiedt door middel van ondergrondsche galerijen, dan valt ze onder het toezicht van de administratie, zooals gezegd in titel V. (Art. 82, wet 1810.)

#### AFDEELING II. — De turfvelden.

Art. 109. Turfvelden mogen slechts ontgonnen worden door den grondeigenaar of mits dezes toestemming. (Art. 85, wet 1810.)

Art. 110. Elke eigenaar, die thans ontgint, of met turfontginning in zijn grond een aanvang wil nemen, mag, op straf van een geldboete van honderd frank, zijn bedrijf niet voorzetten noch aanvangen, tenzij hij zulks vooraf aan den gouverneur der provincie heeft aangevraagd en daartoe de toelating heeft bekomen overeenkomstig de van de kracht zijnde bepalingen. (Art. 84, wet 1810, en koninklijk besluit van 16 December 1894.)

Art. 111. Een verordening van openbaar bestuur zal de algemeene leiding bepalen der uitgravingswerken in den grond, waar de turf gelegen is, alsmede de richting der droogmakingsgreppels en ten slotte al de maatregelen geschikt om de waterafleiding naar de valleien en de aansijking der turfgraverij te vergemakkelijken. (Art. 85, wet 1810.)

Art. 112. De eigenaars-ontginners, 'tzij bijzondere personen, 'tzij gemeenten, 'tzij openbare inrichtingen zijn verplicht zich daarnaar te gedragen op straf van er toe gedwongen te worden hun werkzaamheden te schorsen. (Art. 86, wet 1810.)

#### TITEL IX. — AANLEGGEN VAN NIEUWE GEMEENSCHAPSWEGEN.

Art. 115. Op voorstel van den Mijraad kan de Regeering verklaren, dat er ten algemeenen nutte wegen dienen te worden aangelegd ten behoeve van de ontginning der mijnen, graverijen en groeven.

Aan de verklaring van bestaand algemeen nut moet een onderzoek voorafgaan. De bepalingen der wet van 17 April 1855 op de onteigening ten algemeenen nutte, alsmede de overige wetten op dat gebied moeten nagekomen worden; de vergoeding, aan den eigenaar verschuldigd, wordt bepaald op het dubbel.

Wanneer de goederen of hunne toebehooren in gebruik zijn bij de eigenaren zelf, kunnen de rechtbanken deze omstandigheid in aanmerking nemen bij de bepaling van de schadevergoedingen.

De ondergrondsche werken, buiten het geconcedeerd mijnveld uit te voeren met het oog op de luchtstrooming, den waterafvoer of het vervoer van de mijnvoortbrengselen, kunnen eveneens van algemeen nut worden verklaard, overeenkomstig de bepalingen van dit artikel. (Art. 14, wet 1911.)

#### TITEL X. — DE MIJNRAAD.

Art. 114. De bevoegdheden, door de wet van 21 April 1910 op de mijnen verleend aan den Raad van State, worden uitgeoefend door een

composé d'un président et de quatre conseillers, nommés par le Roi; un greffier, également nommé par le Roi, sera attaché à ce conseil.

Le Roi pourra, en outre, nommer quatre conseillers honoraires, à l'effet de suppléer les membres effectifs, en cas d'empêchement.

- Le conseil pourra réclamer le concours des ingénieurs des mines, lorsqu'il le jugera convenable. (Art. 1<sup>er</sup>, loi 1837 et 44, loi 1911.)

Art. 115. Les membres du Conseil des mines cessent de prendre part aux délibérations, si eux ou leurs épouses ou leurs parents en ligne directe, sont intéressés dans une exploitation de mines.

Ils sont censés démissionnaires, si eux-mêmes, leurs épouses ou leurs parents en ligne directe, conservent, pendant plus de six mois, un intérêt dans une exploitation.

Ils ne peuvent exercer la profession d'avocat; ils ne peuvent prendre part aux délibérations relatives aux affaires sur lesquelles ils auraient été consultés avant leur nomination. (Art. 2, loi 1837.)

Art. 116. Le conseil ne peut délibérer qu'au nombre fixe de cinq membres; son avis sera motivé. (Art. 3, loi 1837.)

Art. 117. L'avis du conseil sera précédé d'un rapport écrit, fait par l'un de ses membres.

Ce rapport contiendra les faits et l'analyse des moyens.

Il sera déposé au greffe; la notification du dépôt sera faite aux parties intéressées, par huissier, en la forme ordinaire, à la requête du président et aux frais du demandeur en concession, maintenue ou extension de concession.

Les parties seront tenues d'être domicile à Bruxelles. Les notifications seront faites à ce domicile. Dans le mois de la signification du dépôt, les parties seront admises à adresser leurs réclamations au conseil, qui pourra, selon les circonstances, accorder des délais ultérieurs pour rencontrer les réclamations produites. (Art. 4, loi 1837.)

Art. 118. Le conseil sera tenu de donner, par la voie du greffe et sans déplacement, communication aux parties intéressées de toutes les pièces qui concernent, soit les demandes en concession, en extension ou en maintenue de concession, soit les oppositions ou les interdictions.

Les pièces seront visées par le président ou un conseiller par lui délégué; il en sera dressé un inventaire par le greffier, qui en délivrera des copies certifiées aux parties intéressées qui en feront la demande.

Les avis et rapports que le conseil aurait jugé convenable de demander aux ingénieurs des mines, seront écrits, déposés au greffe du conseil et communiqués également aux parties intéressées. (Art. 5, loi 1837.)

Art. 119. Tout membre du Conseil des mines peut être récusé pour les causes qui donnent lieu à la récusation des juges, aux termes de l'article 378 du Code de procédure civile.

La récusation sera proposée par acte signifié au Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, avant que le conseil ait émis son avis.

Le Ministre, après avoir entendu le membre récusé, statuera sans recours ultérieur. (Art. 6, loi 1837.)

Art. 120. Les délibérations du Conseil des mines seront soumises à l'approbation du Roi. (Art. 7, al. 1<sup>er</sup>, loi 1837.)

Art. 121. Le traitement des conseillers est de 6,000 francs, celui du président de 8,000, et celui du greffier de 5,000. (Art. 8, loi 1837.)

#### TITRE XI. — DES EXPERTISES.

Art. 122. Dans tous les cas prévus par la présente coordination, et autres naissant des circonstances, où il y aura lieu à expertise, les dispositions du titre XIV du Code de procédure civile, articles 303 à 323 seront exécutées. (Art. 87, loi 1810.)

Art. 123. Les experts seront pris parmi les ingénieurs des mines, ou parmi les hommes notables et expérimentés dans le fait des mines et de leurs travaux. (Art. 88, loi 1810.)

Art. 124. Le procureur du Roi sera toujours entendu et donnera ses conclusions sur le rapport des experts. (Art. 89, loi 1810.)

Art. 125. Nul plan ne sera admis comme pièce probante dans une contestation, s'il n'a été levé ou vérifié par un ingénieur des mines. La ratification des plans sera toujours gratuite. (Art. 90, loi 1810.)

Mijnraad, bestaande uit een voorzitter en vier raadsleden, benoemd door den Koning; een griffier, insgelijks benoemd door den Koning, wordt aan dien raad verbonden.

De Koning mag bovendien vier eere-raadsleden benoemen, die de gewone leden zullen vervangen, wanneer deze verhinderd zijn.

De raad mag de medehulp inroepen van de mijningenieurs, wanneer hij zulks gepast oordeelt. (Art. 1, wet 1837 en 44, wet 1911.)

Art. 115. De leden van den Mijnraad mogen geen deel meer nemen aan de stemmingen, wanneer ze zelf of hun vrouw of hun bloedverwanten in rechte linie, in het mijnbedrijf betrokken zijn.

Zij worden geacht ontslagnemer te zijn, wanneer ze zelf, of hun vrouw of hun bloedverwanten in rechte linie, langer dan zes maand in het mijnbedrijf betrokken blijven.

Zij mogen het beroep van advocaat niet uitoefenen; ze mogen geen deel nemen aan de stemmingen betreffende zaken, waaromtrent ze voor hun benoeming werden geraadpleegd. (Art. 2, wet 1837.)

Art. 116. De raad mag maar besluiten nemen met het vast getal van vijf leden; zijn advies moet met redenen omkleed zijn. (Art. 3, wet 1837.)

Art. 117. Het advies van den raad moet voorafgegaan worden van een geschreven verslag, door een van de leden opgemaakt.

Dat verslag behelst de feiten en de uiteenzetting der bedrijfsmiddelen.

Het moet ter griffie neergelegd worden; kennis van die neerlegging moet gegeven worden aan de betrokken partijen, bij deurwaarder, onder den gewonen vorm, op aanzoek van den voorzitter en op kosten van den aanvrager om mijnbouwvergunning, mijnveldbehoud of mijnvelduitbreiding.

Partijen worden er toe gehouden woonplaats te kiezen in Brussel. Alle bekendmakingen zullen daar gedaan worden. Binnen de maand van de betekening der neerlegging, mogen partijen hun bezwaren bij den raad kenbaar maken; deze kan dan, naar de omstandigheden, een langeren tijd verleen om de ingebrachte bezwaren te weerleggen. (Art. 4, wet 1837.)

Art. 118. De raad moet door bemiddeling der griffie en zonder verplaatsing aan de betrokken partijen mededeelen al de stukken, die betrekking hebben, 'tzij op de aanvragen om mijnbouwvergunning, mijnvelduitbreiding of mijnveldbehoud, 'tzij op daartegen ingebracht verzet of verbod.

De stukken moeten het visa dragen van den voorzitter of van een door hem afgevaardigd raadslid; de griffier moet daar een inventaris van opmaken en er echte afschriften van afleveren aan de betrokken partijen, die zulks mochten vragen.

De adviezen en verslagen, welke de raad mocht gepast geacht hebben aan de mijningenieurs te vragen, moeten geschreven, ter griffie van den raad neergelegd en eveneens aan de betrokken partijen medegedeeld worden. (Art. 5, wet 1837.)

Art. 119. Ieder lid van den mijnraad kan gewraakt worden om de redenen, welke aanleiding geven tot het wraken der rechters, overeenkomstig artikel 378 van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging.

De wraking wordt voorgesteld bij akte aan den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading beteekend vooraleer de raad zijn advies uitbrengt.

De Minister, na het gewraakt lid te hebben gehoord, beslist zonder hooger beroep. (Art. 6, wet 1837.)

Art. 120. De beslissingen van den Mijnraad worden aan de goedkeuring van den Koning onderworpen. (Art. 7, lid. 1, wet 1837.)

Art. 121. De wedde der raadsleden bedraagt 6,000 frank, die van den voorzitter 8,000 en die van den griffier 5,000. (Art. 8, wet 1837.)

#### TITEL XI. — DESKUNDIGE ONDERZOEKINGEN.

Art. 122. In al de bij deze samengeordende wetten voorziene gevallen en in andere voortspruitende uit de omstandigheden, waarin een deskundig onderzoek noodig is, moeten de bepalingen van titel XIV van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging, artikelen 303 tot 323 worden nageleefd. (Art. 87, wet 1810.)

Art. 123. De deskundigen worden aangeduid onder de mijningenieurs of onder de voornamen en in mijnangelegenheden en mijnwerken ervaren mannen. (Art. 88, wet 1810.)

Art. 124. De procureur des Konings moet immer gehoord worden en zijn conclusien op het verslag der deskundigen neerleggen. (Art. 89, wet 1810.)

Art. 125. Geen plan kan bij een geschil als bewijsstuk aangenomen worden, indien het niet opgemaakt of nagezien werd door een mijningenieur. Het cazen der plannen geschiedt immer, kosteloos. (Art. 90, wet 1810.)

Art. 126. Les frais et vacations des experts seront réglés et arrêtés, selon les cas, par les tribunaux; il en sera de même des honoraires qui pourront appartenir aux ingénieurs des mines; le tout suivant le tarif qui sera fait par un règlement d'administration publique.

Toutefois il n'y aura pas lieu à honoraires pour les ingénieurs des mines lorsque leurs opérations auront été faites soit dans l'intérêt de l'administration, soit à raison de la surveillance et de la police publiques. (Art. 91, loi 1810.)

Art. 127. La consignation des sommes jugées nécessaires pour subvenir aux frais d'expertise pourra être ordonnée par le tribunal contre celui qui poursuivra l'expertise. (Art. 92, loi 1810.)

#### TITRE XII. — DES PÉNALITÉS.

Art. 128. Les concessionnaires ou leur préposés qui auront contrevenu aux prescriptions des articles 55 et 56, seront punis d'une amende de 6 à 100 francs.

Les concessionnaires ou leurs préposés qui auront contrevenu aux prescriptions de l'article 54 seront punis:

D'une amende de 26 à 100 francs, si le nombre de personnes employées en contravention de la loi ne dépasse pas dix;

D'une amende de 101 à 1,000 francs, si le nombre de ces personnes est supérieur à dix sans dépasser cent;

D'une amende de 1,001 à 5,000 francs, s'il y en a davantage. (Art. 37, loi 1911.)

Art. 129. 1° Les concessionnaires ou leurs préposés qui auront mis obstacle à la surveillance organisée en vertu de l'article 57, seront punis d'une amende de 26 à 100 francs, sans préjudice, s'il y a lieu, à l'application des peines édictées par les articles 269 à 274 du Code pénal.

En cas de récidive dans les cinq ans qui suivent une condamnation encourue en vertu des présentes dispositions, les peines établies ci-dessus pourront être portées au double.

2° Seront punis d'une amende de 1 à 25 francs, le père, mère ou tuteur qui auront fait ou laissé travailler leur enfant ou pupille mineur, contrairement aux prescriptions de l'article 54.

En cas de récidive dans les douze mois, à partir de la condamnation antérieure, l'amende pourra être portée au double.

Les tribunaux de police connaissent, même en cas de récidive, les infractions au 2°. (Art. 38, loi 1911.)

Art. 130. Toutes autres infractions à la loi, de même que les infractions aux règlements ou aux clauses et conditions légalement insérées dans les actes de concession et les cahiers des charges, seront punies d'une amende de 26 à 500 francs et d'un emprisonnement de huit jours à un an, ou d'une de ces peines seulement. En cas de récidive dans les douze mois de la condamnation antérieure, la peine pourra être doublée. (Art. 39, loi 1911.)

Art. 131. Le chapitre VII et l'article 85 du livre 1<sup>er</sup> du Code pénal sont applicables à toutes les infractions visées dans le présent titre.

Les infractions seront constatées par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire. Une copie du procès-verbal doit être remise au contrevenant dans les quarante-huit heures, à peine de nullité.

L'action publique se prescrit par un an à partir du jour où ces infractions ont été commises. (Art. 40, loi 1911.)

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 132. Les ingénieurs des mines ne peuvent être intéressés dans les exploitations de mines situées dans leurs ressorts.

Les ingénieurs et autres officiers des mines ne pourront exercer leurs fonctions dans un arrondissement administratif des mines, si eux, leurs épouses ou leurs parents en ligne directe, sont intéressés dans une exploitation de mines situées dans ce ressort. (Art. 18, loi de 1837.)

Art. 133. Les fonctionnaires ou employés de l'Etat qui sont appelés à exercer leurs fonctions ou leur emploi dans les exploitations minières des provinces de Limbourg ou d'Anvers devront justifier par une épreuve, dont un arrêt royal déterminera les conditions, qu'ils possèdent la connaissance pratique et effective de la langue flamande.

Les fonctionnaires ou employés de l'Etat qui seront appelés à exercer leurs fonctions ou leur emploi dans les exploitations minières des arron-

Art. 126. De onkosten en het loon der deskundigen worden, naar de gevallen, geregeld en vastgesteld door de gerechten; hetzelfde geldt wat betreft het eereloon dat toekomt aan de mijningenieurs: dit alles naar het door een verordening der administratie vastgesteld tarief.

De mijningenieurs evenwel hebben geen recht op eere loon wanneer hun werk verricht werd in 't belang der administratie, 'tzij wegens openbaar toezicht en openbare politie. (Art. 91, wet 1810.)

Art. 127. De inbewaargeving der tot bestrijding van de kosten voor deskundig onderzoek noofige sommen kan door het gerecht bevolen worden tegen hem, die het deskundig onderzoek eischt. (Art. 92, wet 1810.)

#### TITEL XII. — STRAFBEPALINGEN.

Art. 128. De vergunninghouders of hunne gelastigden, die de voorschriften van de artikelen 55 en 56 overtreden, worden gestraft met eene boete van 26 tot 100 frank.

De vergunninghouders of hunne gelastigden, die de voorschriften van artikel 54 overtreden, worden gestraft:

Met eene boete van 26 tot 100 frank, indien het getal personen, in strijd met de wet gebezigd, tien niet overschrijft;

Met eene boete van 101 tot 1,000 frank, indien het getal dier personen boven tien gaat zonder honderd te overschrijden;

Met eene boete van 1,001 tot 5,000 frank, indien er meer zijn. (Art. 37, wet 1911.)

Art. 129. 1° De vergunninghouders of hunne gelastigden, die het krachtens artikel 57 ingestelde toezicht belemmeren, worden gestraft met eene boete van 26 tot 100 frank, onverminderd, zoo er grond voor is, de toepassing van de straffen bepaald in de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek.

In geval van herhaling binnen vijf jaren volgeende op eene uit kracht van deze bepalingen uitgesproken veroordeeling, kunnen de hierboven bepaalde straffen op het dubbel worden gebracht.

2° De vader, moeder of voogd, die hun minderjarig kind of pleegkind in strijd met de voorschriften van artikel 54 doen of laten arbeiden, worden gestraft met eene boete van 1 tot 25 frank.

In geval van herhaling binnen twaalf maanden, te rekenen van de vorige veroordeeling, kan de boete op het dubbel worden gebracht.

De politierechtbanken, zelfs in geval van herhaling, nemen kennis van de overtredingen bedoeld in n° 2. (Art. 38, wet 1911.)

Art. 130. Elke andere overtreding van de wet, alsmede de overtreding van de verordeningen of van de wettig in de akte van vergunning en in de bestekken opgenomen bedingen en voorwaarden, wordt gestraft met eene boete van 26 tot 500 frank en met eene gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar, of met slechts eene dezer straffen. Ingeval van herhaling binnen twaalf maanden na de vorige veroordeeling, kan de straf verdubbeld worden. (Art. 39, wet 1911.)

Art. 131. Hoofdstuk VII en artikel 85 van boek I van het Strafwetboek zijn toepasselijk op al de overtredingen, in dezen titel bedoeld.

Van de overtredingen doet men blijken bij processen-verbaal, die gelden zolang het tegendeel niet is bewezen. Een afschrift van het proces-verbaal moet den overtreder, op straffe van nietigheid, worden afgegeven binnen acht en veertig uren.

De openbare rechtsvervolgving verjaart door verloop van één jaar te rekenen van den dag waarop deze misdrijven werden begaan. (Art. 40, wet 1911.)

#### ALGEMEENE BEPALINGEN.

Art. 132. De mijningenieurs mogen geen belangen hebben in de ontginning van mijnvelden binnen hunnen mijnkring gelegen.

De mijningenieurs en andere mijnambtenaren mogen hun ambt niet uitoefenen in een mijnkring, in dien ze zelfs, hun vrouw of hun bloedverwanten in rechte linie belangen hebben in de ontginning van binnen hunnen werkkring gelegen mijnvelden. (Art. 18, wet 1837.)

Art. 133. De ambtenaren of de bedienden van den Staat, geroepen om hun ambt of hunne bediening bij de mijnondernemingen in de provincien Limburg en Antwerpen uit te oefenen, moeten door eene proef, waarvan de voorwaarden bij koninklijk besluit worden geregeld, doen blijken dat zij de Vlaamsche taal praktisch en degelijk kennen.

De ambtenaren of de bedienden van den Staat, geroepen om hun ambt of hunne bediening bij de mijnondernemingen in de arrondissementen

dissements d'Arlon ou de Verviers, devront justifier par une épreuve, qu'ils possèdent la connaissance pratique et effective de la langue allemande. (Art. 42, loi de 1911.)

Art. 154. Sont abrogées toutes les dispositions des lois et règlements antérieurs qui seraient contraires à la présente coordination. (Art. 19, loi de 1857 et 43, al. 1<sup>er</sup>, loi de 1911.)

Approuvé pour être annexé à Notre arrêté de ce jour.

Donné à Bruxelles, le 15 septembre 1919.

ALBERT.

Par le Roi :  
Le Ministre de l'Industrie, du Travail  
et du Ravitaillement,

Aarlen of Verviers uit te oefenen, moeten door eene proef doen blijken dat zij de Duitse taal practisch en degelijk kennen. (Art. 42, wet 1911.)

Art. 154. Worden ingetrokken al de bepalingen der vroegere wetten en verordeningen, die met deze samengeordende wetten mochten in strijd zijn. Art. 19, wet van 1857 en 43, lid I, wet van 1911.)

Goedgekeurd om bij Ons besluit van heden gevoegd te worden.

Gegeven te Brussel, den 15<sup>en</sup> September 1919.

J. WAUTERS.

Van 's Konings wege :  
De Minister van Nijverheid, Arbeid,  
en Bevoorrading,

### Surveillance des tourbières et carrières à ciel ouvert.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté royal du 6 mars 1919 créant un dixième arrondissement des mines en Campine et fixant à Hasselt la résidence de l'ingénieur en chef directeur de cet arrondissement ;

Vu la loi du 21 avril 1810 sur les mines ;

Vu l'arrêté royal du 16 décembre 1894 portant règlement sur les tourbières ;

Vu la loi du 24 mai 1898 et l'arrêté royal du 16 janvier 1899 concernant la police et la surveillance des carrières à ciel ouvert ;

Revu l'arrêté royal du 22 octobre 1895 portant réorganisation de l'inspection du travail et des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1<sup>er</sup>. Le 2<sup>o</sup> de l'article 4 de l'arrêté royal du 16 décembre 1894, portant règlement sur les tourbières, est abrogé ; il est remplacé par le texte suivant :

« L'ingénieur en chef directeur des mines compétent dans les provinces minières de Hainaut, de Liège, de Namur, de Luxembourg et de Limbourg ; l'ingénieur en chef directeur des ponts et chaussées compétent dans les autres provinces. »

Art. 2. Le deuxième paragraphe de l'article 22 de l'arrêté royal du 16 janvier 1899 concernant la police et la surveillance des carrières à ciel ouvert est abrogé et remplacé par le texte suivant :

« Aux ingénieurs des mines, dans les provinces de Hainaut, de Liège, de Namur, de Luxembourg et de Limbourg, ainsi que dans l'arrondissement de Nivelles et dans la partie de l'arrondissement de Bruxelles située au Sud de la route de Nivelles à Hild et Ninove. »

Art. 3. L'intitulé du tableau A, II, annexé à l'arrêté royal du 22 octobre 1895 est complété par l'adjonction des mots « et du Limbourg ».

Art. 4. Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Laeken, le 15 février 1920.

ALBERT.

Par le Roi :  
Le Ministre de l'Industrie, du Travail  
et du Ravitaillement

J. WAUTERS.

Van 's Konings wege :  
De Minister van Nijverheid, Arbeid  
en Bevoorrading,

### Toezicht over de veenderijen en open groeven.

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op het koninklijk besluit van 6 Maart 1919, houdende instelling van een tienden mijnkring in de Kempen en vestiging te Hasselt van de standplaats van den hoofdingenieur-bestuurder van de toelden kring ;

Gelet op de mijnwet van 21 April 1810 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 December 1894, houdende verordening op de veenderijen ;

Gelet op de wet van 24 Mei 1898 en het koninklijk besluit van 16 Januari 1899, betreffende de politie en het toezicht over de open groeven ;

Herzien het koninklijk besluit van 22 Oktober 1895, houdende herinrichting van het opzicht over den arbeid en over de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen ;

Op de voordracht van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. N<sup>o</sup> 2 van artikel 4 van het koninklijk besluit van 16 December 1894, houdende verordening op de veenderijen, wordt ingetrokken ; het wordt vervangen door den volgende tekst :

« D'hoofdingenieur-bestuurder van het mijnwezen, bevoegd in de mijnprovinciën Henegouwe, Luik, Namen, Luxemburg en Limburg ; de hoofd-ingenieur bestuurder van bruggen en wegen, bevoegd in de overige provinciën. »

Art. 2. De tweede paragraaf van artikel 22 van het koninklijk besluit van 16 Januari 1899 betreffende politie en toezicht over de open groeven wordt ingetrokken en door den volgende tekst vervangen :

« Aan de mijnkorpsingenieurs, in de provinciën Henegouwe, Luik, Namen, Luxemburg en Limburg, alsmede in het arrondissement Nijvel, en in het ten zuiden van den weg Nijvel naar Halle en Ninove gelegen gedeelte van het arrondissement Brussel. »

Art. 3. De titel der bij het koninklijk besluit van 22 Oktober 1895 gevoegde tabel A, II, wordt door toevoeging der woorden : « en van Limburg » aangevuld.

Art. 4. Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Laken, den 15<sup>en</sup> Februari 1920.